

# Démocratie

ORGANE DU PARTI DEMOCRATE DE L'INDEPENDANCE — 65, Bd. Danton — Casablanca

Deuxième Année N° 48

Lundi 20 Janvier 1958

Prix : 30 fr.



Mohamed Hassan Wazzani, Secrétaire Général du P.D.I., préside la séance plénière du Congrès de Solidarité Afro-Asiatique du Caire.

Le Maroc fut dignement et efficacement représenté à ce gigantesque rassemblement populaire.

## Les Arabesques de l'Actualité

par ROLAND BACRI (le petit poète)

### LE PETIT PEINTRE

Rappelle-toi  
Petit peintre  
La fleur que tu m'avais jetée  
Sur un coin de table  
Pour en faire  
Une nature morte... !

Les « huiles » qu'on lèche,  
Le dégradé,  
L'estompé  
Le flou  
Le blafard...  
Mais tu compris enfin.

Tu ne réussis  
Qu'à te mélanger  
Les pinceaux.  
Voulant « faire »  
Du paysage  
Tu ne sortis  
Pendant longtemps  
Que des aurores.

Le destin est en marche  
Mais c'est sur nos pinceaux.  
Jetons lui nos palettes  
A la tête  
Et vidons nos godets...  
A ta santé !

Tu voulus ensuite  
Jouer les durs de la palette :  
Peinture au couteau  
Avec des tons qui tranchent...

Puis tu fis le malin  
Tu avais ta recette...  
Un ail n couliss...  
Un pied de nez  
Trois coups de pinceau,  
Tableau !

Tu essayas tout :  
Le « prenez garde à la peinture » !  
Le « en voilà une couche »  
Le « pleine pâte »



#### DE DISQUE A OREILLE

RAPSODIE MALGACHE (Columbia Fcx 596)

Un très beau 33 tours, groupant avec le ballet « Hop Frog », cette étincelante « Rapsodie malgache ».

Raymond Loucheur, l'actuel directeur de notre Conservatoire Supérieur de Musique a utilisé dans cette œuvre en 4 mouvements, des éléments d'origines folklorique et a même été jusqu'à rechercher des analogies dans les sonorités des instruments utilisés à Madagascar et dans ceux de nos orchestres symphoniques.

C'est Georges Tripine qui sert cette belle partition.  
Une cire qui restera si l'on peut dire, dans toutes les oreilles.

#### LE LECTEUR A LA PAGE...

Le MIROIR de la MAGIE - KURT SELINGMANN (Club du meilleur livre)  
Esprits curieux, esprits forts, êtes-vous là ?

Bon. Si vous voulez apprendre l'art et la manière de faire tourner le guéridon (ou la tête de votre charmante voisine) si vous brûlez de savoir comment faire apparaître des fantômes, matérialiser des ectoplasmes, effectuer des phénomènes de lévitations à la walse, alors, offrez-vous vite ce « Miroir de la magie ».

Et si vous n'y croyez pas, à ces pratiques d'hotel de passes magnétiques si vous êtes comme nous, un de ces fiers-abracadabra que les histoires de fantômes font rigoler, eh bien, offrez-vous le quand même, ce livre ! Car il est très bien fait, bourré d'anecdotes, d'illustrations et tout, et vous aimerez avoir à portée de la main tout un monde encore inconnu.

## Bourguiba renvoie l'émissaire du Président Gaillard

Les incidents de Sakiet Sidi Youssef viennent de nouveau de prouver s'il était nécessaire que tant que les troupes impérialistes continueront leur guerre en Algérie, il n'y aura pas de paix en Afrique du Nord.

Certaines personnes d'un optimisme intéressé voudraient faire croire que les relations entre le Maroc et la Tunisie d'une part, et la France d'autre part, sont susceptibles d'amélioration et même de stabilité, malgré la guerre d'Algérie. Si assez souvent Rabat, et Tunis rarement, se laissent aller à un flirt avec Paris pour des raisons pécuniaires, les peuples marocain et tunisien sont radicalement hostiles à toute collaboration avec le gouvernement français dont l'action en Algérie est

contre les intérêts des peuples nord africains.

Ainsi, les incidents de Sakiet Sidi Youssef venus justes à point pour donner au Président Gaillard assez de prestige auprès de la droite doivent être d'un haut enseignement pour nous.

Il est logiquement impossible d'envisager une quelconque alliance ou collaboration avec la France tant que la paix n'est pas rétablie en Algérie. Les Tunisiens comme les Marocains doivent rester vigilants car les Lacoste, Cogny, Bourguès Maunoury, Abel Thomas, Burgeau et tant d'autres font de l'épave de force qu'ils imposent au peuple algérien un test qui, s'il était probant leur ouvrirait des horizons de reconquête qu'ils affectionnent tout particulièrement.

## SOMMAIRE

BOURGUIBA CONTRE GAILLARD .....	page 2
DES DEPOSITIONS ACCABLANTES .....	« 3
LA REPONSE A BOULGANINE .....	« 3
INTERVIEW DE WAZZANI .....	« 4
CE QUE JE NE CROIS PAS .....	« 5
"MAROC 58" .....	pages 6 et 7
UN NEOCOLONIALISME DE GAUCHE .....	« 8
JE REVIENS DE TANGER .....	« 9
POURQUOI (PAS) DES PHILOSOPHES .....	« 10
LE TRIPORTEUR .....	« 11
LA SEMANE POLITIQUE AU MAROC .....	« 12

## ANNONCES LEGALES

Royaume du Maroc  
Ministère de l'Intérieur  
DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE  
AVIS D'APPEL D'OFFRES

construction d'un Hôtel de Police à Oujda.  
1er lot : Gros-œuvre.  
Cautionnement provisoire : 785.000 francs.  
Dossier à consulter chez Monsieur Jacques FRAPECH, architecte D.P.L.G., 21, rue Bonaparte à Oujda.

Les références techniques et financières devront obligatoirement accompagner la soumission et être complétées par des attestations ou certificats chiffrés émanant d'architectes ou d'ingénieurs de Travaux Publics.

Le mercredi 26 février 1958 à 10 heures, il sera procédé dans les bureaux de la Direction Générale de la Sûreté Nationale à Rabat, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres, concernant les travaux de

## BANQUE D'ETAT DU MAROC SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1957

### ACTIF

Encaisse-or .....	Frs :	8.198.967.361
Disponibilités à l'extérieur .....	«	14.590.873.400
Portefeuille-Titres .....	«	873.738.821
Portefeuille-Effets .....	«	39.448.258.121
(y compris escomptes et rachats d'effets publics)		
Monnaies diverses .....	«	1.147.022.982
Correspondants hors du Maroc .....	«	4.438.602.752
Correspondants au Maroc .....	«	732.391.172
Comptes débiteurs et Comptes spéciaux .....	«	16.438.298.162
(y compris avances sur effets publics)		
Trésor Français (Compte d'Opérations) .....	«	4.871.619.97
Avances à divers organismes suivant Convention du 30 juin 1947 et avenants .....	«	6.481.400.00
Gouvernement Marocain (Zone Sud) .....	«	15.000.00
Gouvernement Marocain (Zone Nord) .....	«	7.268.80
Immuebles .....	«	100.000.00
Régime de Prévoyance du Personnel .....	«	2.176.995.057
Compte d'ordre et divers .....	«	1.991.277.206
	Frs :	101.511.713.822

### PASSIF

Capital .....	Frs :	46.200.000
Réserves .....	«	1.261.550.000
Billets de banque en circulation, Francs .....	«	67.416.605.005
Billets de banque en circulation, hassani .....	«	67.712
Effets à payer .....	«	148.126.591
Comptes créditeurs et Comptes spéciaux .....	«	20.815.710.000
Gouvernement Marocain (Zone Sud) .....	«	3.439.024.382
Gouvernement Marocain (Zone Nord) .....	«	271.289.371
Gouvernement Marocain (Zone de Tanger) .....	«	961.783.812
Régime de Prévoyance du Personnel .....	«	2.167.579.772
Compte d'ordre et divers .....	«	4.983.777.152
	Frs :	101.511.713.822

Certifié conforme aux écritures  
Le Directeur Général  
de la Banque d'Etat du Maroc  
Signé: François BIZARD

# Les événements... et les hommes

## LES LEGIONNAIRES DESERTENT

### TEMOIGNAGES ACCABLANTS

(De notre correspondant à Tanger)

La délégation du F.L.N. à Tanger a convoqué une conférence de presse à laquelle ont été conviés tous les journalistes. Le but de cette conférence était de présenter aux correspondants de la Presse Internationale des Légionnaires qui ont fuis la Légion Etrangère en Algérie et qui ont déposé devant nous des témoignages divers sur le rôle de la Légion dans les combats algériens. Il y avait là trois Allemands : 1° M. Klingner qui a fait la guerre d'Indochine et qui a été le témoin en Algérie d'exactions, de tortures et à des massacres impitoyables perpétrés sur les civils par les troupes françaises.

2° et 3° Gerbert et Rentod qui, après les déceptions profondes devant la façon d'agir des troupes impérialistes en Algérie ont opté pour la désertion et ont pu rejoindre les rangs du F.L.N. qui les a fait passer au Maroc.

On nous a ensuite présenté cinq Hongrois dont l'odyssée est à peu près la même. Fuyant la répression après le soulèvement en Hongrie, ils sont venus en France où à la suite de pressions et de tromperies, on les a enrôlés dans la Légion Etrangère et envoyés en Algérie. Ces adoles-

cents se sont trouvés aussi face aux cruelles réalités du drame algérien et surpris par la similitude entre la répression chez eux et celle qui est menée sur le territoire algérien ils ont profité de la première occasion qui leur a été offerte pour gagner le maquis où les patriotes algériens les ont accueillis, soutenus et aidés à gagner le Maroc où les attendent un sort meilleur et le départ vers le pays qui pourrait leur offrir l'hospitalité.

Leur témoignage était émouvant et d'une authenticité incontestable. Ils ont fait appel aux journalistes présents pour que leur sort fasse l'objet d'une enquête de la part de la Croix Rouge Internationale.

Les témoins de la tragédie algérienne nous ont décrit, les différentes actions d'exactions, de tortures et de sauvagerie que les troupes colonialistes pratiquent contre la population algérienne. Ils nous ont dit qu'une guerre d'extermination est entreprise contre le peuple algérien. Ils ont aussi rapporté avec quel courage, quelle abnégation le F.L.N. oppose une résistance farouche aux troupes françaises.

Il est temps que cesse cette guerre impérialiste dont sont victimes des milliers d'innocents.

### REPOSE A BOULGANINE

Le Maroc a reçu ces derniers temps comme beaucoup de nations et spécialement celles de l'O.T.A.N., une lettre du gouvernement de l'U.R.S.S. Les autres nations ont publié le texte complet des lettres à elles adressées. Au Maroc, pays du mystère et du clandestin, l'opinion publique ne connaît pas le texte de la lettre de Boulganine.

Pourtant, il est très utile et même indispensable que nous sachions la position de l'U.R.S.S. à notre égard. Nul n'ignore de quel poids dans la balance internationale est l'opinion soviétique.

Nous connaissons, par un premier avertissement, celui-là solennel, adressé il y a quelques mois par Moscou à Rabat sur le sujet des bases américaines et de l'utilisation stratégique du territoire marocain au profit des puissances atlantiques, l'état de nos relations peu chaudes et mêmes difficiles avec l'Est.

Il n'est pas sorcier de deviner que la lettre du Maréchal Boulganine doit être de la même inspiration et renferme les mêmes réserves et avertissements que le message cité plus haut.

Quelle a été la réponse élaborée par la diplomatie marocaine à la lettre du gouvernement russe ? Cette réponse, quelques habiles que veulent être ses auteurs, est d'une indigence honteuse.

Pourtant, il était aisé de revenir à la résolution votée tout récemment à la presque unanimité par les membres de l'Assemblée Nationale Consultative lors du débat sur les

affaires étrangères pour y puiser les éléments d'une réponse claire et courageuse.

Cette résolution traçait les lignes majeures de notre action dans le domaine des affaires étrangères : indépendance à l'égard de tous les blocs de Moscou comme de Washington, libération de notre sol national de toutes les troupes étrangères et désir de collaborer dans le cadre du respect de notre souveraineté et sur un pied d'égalité avec tous les pays épris de liberté et de paix.

Nation sous-développée, jeune dans le concert des nations, nous devons tout en préservant notre liberté de mouvement solliciter le concours de tous les états qui seraient disposés à nous aider sans que cette aide soit pour nous la rançon d'une subordination ou de l'entrée dans une quelconque alliance militaire.

Préoccupés à édifier, notre politique doit s'inspirer de celle que viennent de définir avec lucidité et sagesse les représentants au Caire des peuples d'Afrique et d'Asie. C'est dans ce sens que la réponse de Rabat aurait dû être rédigée.

Il est puéril que le ministre des Affaires Etrangères parle de politique de « non dépendance » alors que les troupes de l'O.T.A.N. occupent notre pays, et que des bases atomiques américaines sont nombreuses sur notre territoire national.

Cette logique stupide fait de notre diplomatie la risée du monde. Attention le ridicule tue.

## EDITORIAL

# LA LIBERTÉ DE PRESSE

Un communiqué officiel nous apprend que Monsieur le Ministre de l'Information et du Tourisme vient de déposer devant le Conseil des Ministres un projet de dahir formant code de la presse au Maroc.

Cette initiative s'impose, elle répond à une de nos revendications essentielles, celle de doter le Maroc d'une loi organisant les libertés publiques dans un cadre authentiquement démocratique.

Si le projet de dahir présenté par le Président Bekkaï sur la liberté d'association et de création de partis politiques est encore en souffrance parce que combattu par les ministres de l'Istiqlal, quel sort sera réservé au projet de dahir présenté par M. Guédira statuant en matière de presse ?

Si le projet est d'essence libérale ce qui est à prévoir, quand on connaît les idées du Ministre de l'Information, il est certain qu'un barrage sera dressé contre lui par les représentants istiqalians au sein du Gouvernement ainsi que par leurs « valets ».

Mais confiant dans la sagesse de S.M. Mohammed V et dans l'esprit démocratique qui anime le peuple marocain, nous sommes persuadés que toute initiative pour instituer une législation restrictive sera combattue.

Faut-il rappeler l'importance de la presse dans les nations. Moyen d'information et d'éducation, les journaux sont les véhicules indispensables pour instruire, éveiller et former la conscience de la nation. L'exemple de la presse nationale marocaine qui a joué un rôle déterminant dans l'éveil de la conscience populaire et dans la mobilisation des énergies en vue de la conquête de l'indépendance est probant. Mais le régime colonialiste armé par une législation restrictive a réservé un traitement dur et cruel à la presse nationale et à ses animateurs.

Notre devoir est de nous débarrasser de cette législation du protectorat de triste mémoire, est de doter le pays d'une législation sur la presse inspirée par l'idéal de libération démocratique qui a toujours animé le Mouvement national.

L'imprimerie et la librairie doivent être libres. L'autorisation préalable en vue de la publication d'un périodique ou d'un journal doit être abolie et le régime de la liberté totale institué. Ce régime de la liberté est aussi essentiel quand il s'agit du colportage et de la vente sur la voie publique.

Une autre garantie essentielle est celle relative aux tribunaux compétents pour juger des infractions à la législation sur la presse. Il faut que ces tribunaux restent pour un temps ceux créés par le dahir du 12 août 1953, en attendant que des magistrats marocains soient formés pour juger de choses aussi délicates. Telles doivent être les grandes lignes du dahir sur la presse.

Mais la liberté de presse ne veut pas dire la licence et l'anarchie. Le droit de réponse doit être garanti, ainsi que la protection du régime, la sauvegarde de la personne du Chef de l'Etat et celle des intérêts supérieurs de la nation.

Au Maroc la presse étrangère jouit malgré son passé déshonorant et son hostilité à notre libération de privilèges exorbitants et d'une situation prépondérante incompatible avec notre indépendance. Les intérêts qu'elles représentent sont des intérêts impérialistes.

Cette presse est dangereuse, il convient d'organiser la législation nouvelle de telle sorte que soit protégée contre toutes ses manœuvres et ses perfidies, l'opinion publique marocaine.

Soucieux de doter le pays de lois harmonieuses et conformes aux aspirations de la nation, la législation sur la presse actuellement à l'étude doit être publiée. L'opinion publique veut être informée. Elle veut formuler ses critiques et ses désirs.

Il est inadmissible que l'on continue à tenir le peuple pour qualité négligeable, à défaut de parlement et d'institutions démocratiques, il revendique de connaître les projets à l'étude pour en apprécier la valeur par le canal de ses organisations nationales, avant que ces projets ne soient définitifs.

La codification sur la presse est d'importance, il ne faut pas l'élaborer à la sauvette et dans la clandestinité.

Le peuple veut être renseigné, il veut que les grands problèmes soient examinés publiquement et non en petits comités.

« Démocratie »

Lisez « ER RAI EL AM »

# Wazzani déclare : *Le monde Afro-asiatique, une force de paix et de liberté*

Judi 16, il est 21 heures le Camp-Cazes est plein à craquer de monde. Des foules, des drapeaux, des banderoles, des cris de joie. Dans quelques instants le courrier d'Air-France s'immobilisera sur l'aire d'atterrissage. Notre camarade Mohamed Hassan Wazzani, accompagné de Me Thami Ouazzani, ancien ministre et de Moulay Ali Kettani, membre de l'Assemblée Consultative arrivent du Caire via Paris. De nombreuses délégations du P.D.I. et de sympathisants sont venus accueillir notre Secrétaire Général et ses compagnons qui viennent de représenter le Maroc au Congrès de Solidarité Afro-Asiatique du Caire. Les membres du Bureau Politique du P.D.I., les dirigeants de la section de Casablanca de notre parti et différentes personnalités du monde politique et économique étaient venus saluer notre délégation retour du Caire.

Notre collaboratrice Farida qui a pu joindre dans la soirée notre Secrétaire Général dans la demeure de Moulay Ali Kettani où était organisée en son honneur une brillante réception, lui a posé pour les lecteurs de « Démocratie » les questions suivantes :

*Monsieur le Secrétaire Général, vous arrivez d'un voyage en Egypte, pays que vous connaissez intimement parce que vous y avez vécu pendant de longues années, pouvez-vous nous dire vos impressions toutes fraîches sur l'Egypte ?*

Je reviens du Caire avec d'excellentes impressions. Je viens en effet de constater au cours de ce voyage que l'Egypte faisait de grands progrès dans tous les domaines, notamment dans celui de l'industrialisation et de la libération de

sances sans distinction, à condition toutefois que cette coopération soit dans la liberté et l'égalité.

Bref, l'Egypte est entrain, grâce à sa politique à la fois nationale et neutre, de poursuivre avec succès sa révolution dans tous les domaines. Sa position actuelle surtout au Moyen-Orient, est plus forte que jamais et le récent Congrès Afro-Asiatique a prouvé qu'elle avait mérité d'être le centre de ce grand rassemblement des peuples des deux continents résolus à sauvegarder

tées par le Congrès, il résulte que le monde afro-asiatique entend plus que jamais faire de sa solidarité une force de paix et de liberté efficace, décisive et d'une portée universelle.

Le grand esprit d'entente, de fraternité et de coopération qui a régné au sein du Congrès Afro-Asiatique a été sans précédent dans les grandes réunions internationales. Sous ce rapport, la Conférence du Caire a été même plus réussie que la Conférence de Bandoeng. Tous les observateurs étrangers à la Conférence ont été particulièrement frappés tant par l'esprit de solidarité qui y a régné que par l'importance des problèmes examinés et des résolutions prises dans les domaines politique, économique, culturel et social.

*Monsieur Wazzani, vous avez été à la Conférence de Bandoeng, y a-t-il eu une différence entre celle-ci et la Conférence du Caire ?*

La Conférence de Bandoeng à laquelle j'ai assisté comme observateur a inauguré sur le plan officiel

*La presse colonialiste a dit que la Conférence du Caire était d'obédience communiste. Est-ce vrai ?*

Il est absolument faux de prétendre que la Conférence du Caire a été influencée par une quelconque idéologie communiste. Le fait pour l'U.R.S.S. d'y avoir participé n'impliquait nullement une telle ingérence. Si la Russie Soviétique et la Chine Populaire y ont participé c'est seulement à titre de peuples asiatiques et non en tant que pays communistes.

A aucun moment, la question doctrinaire n'a été soulevée, tout le monde s'étant interdit d'évoquer toute question de doctrine. D'ailleurs l'ordre du jour comme l'organisation de la Conférence n'auraient permis à aucun représentant d'aborder la discussion de questions doctrinaires. Quant à ce qui a été colporté sur le soi-disant caractère communiste de la Conférence, ces allégations mensongères et intéressées ne méritent que mépris comme d'ailleurs leurs propagateurs, c'est-à-dire les colonialistes et leurs agents qu'il convient une fois de plus de dénoncer comme menteurs et adversaires de la solidarité des peuples afro-asiatiques, solidarité mise au service de la liberté, de la paix et de la coopération internationale.

*Vous avez défendu, Monsieur le Secrétaire Général, les intérêts du Maroc et de l'Afrique du Nord à la Conférence Afro-Asiatique, quel accueil a-t-on réservé à votre discours et à vos interventions ?*

Outre nos interventions dans les questions d'ordre général et international, nous avions en tant que délégués marocains pour mission de présenter et de défendre les revendications et les intérêts de notre pays et de l'Afrique du Nord.

La Conférence a fait le meilleur accueil aux propositions et suggestions relatives à notre pays. S'est ainsi que dans la résolution politique finale le Maroc a figuré en bonne place par l'appui sans réserve que toutes les délégations ont réservé aux efforts du Maroc pour parfaire son indépendance et à nos revendications territoriales à l'égard de l'Espagne et de la France.

Quant au discours que j'ai prononcé à la séance plénière au nom de la délégation marocaine, il a été bien accueilli étant donné l'importance des questions qui y étaient traitées : la politique de souveraineté et d'indépendance du Maroc, l'unité territoriale de notre pays, l'opposition aux alliances et à l'inféodation aux blocs, la suppression des bases stratégiques, l'évacuation des troupes étrangères, le refus de toute aide financière et économique CONDITIONNÉE, la libre coopération avec toutes les nations et en premier lieu avec les nations arabes, etc.

Le discours a été également largement diffusé par la presse et la radio. La délégation marocaine en a été félicitée par tous les délégués. La raison en a été la clarté et la précision des positions prises sur des problèmes aussi importants.

La délégation marocaine est consciente d'avoir bien accompli sa mission au Congrès dans l'intérêt supérieur tant de la solidarité afro-asiatique, aspect important de l'entente internationale, que du peuple marocain lui-même.



La délégation marocaine au Congrès Afro-Asiatique du Caire : de gauche à droite : Laraki, Wazzani, Kettani et Ouazzani

son économie nationale.

Sous ce rapport, il m'a été donné de constater que l'aide financière et technique de l'U.R.S.S. avait permis à la nouvelle Egypte d'entreprendre résolument l'exécution de son plan quinquennal dont l'ampleur est très grande. Evidemment, le fait pour l'Egypte de bénéficier de l'aide soviétique n'implique aucune subordination de ce pays vis-à-vis de la grande puissance de l'Est. Plus que jamais l'Egypte demeure jalouse de sa souveraineté et de son indépendance.

Mais qui dit souveraineté et indépendance n'entend pas par là hostilité et isolement vis-à-vis des grandes puissances. Bien au contraire, la volonté de maintenir intactes sa souveraineté et son indépendance, notamment en observant une politique de neutralité active, demeure pour l'Egypte parfaitement compatible avec sa résolution de coopérer avec les autres puis-

leurs droits et à défendre leurs intérêts solidaires dans un monde de liberté, d'égalité et de paix.

*Monsieur le Secrétaire Général, vous venez de représenter le Maroc, dont vous avez dirigé la délégation avec une grande autorité, à la Conférence de la Solidarité Afro-Asiatique, dans quelle atmosphère le travail du Congrès s'est déroulé.*

La Conférence Afro-Asiatique du Caire a été parfaitement réussie en tant que rassemblement mondial des peuples qui, dans les deux continents, veulent peser de tout leur poids formidable dans la balance de la politique internationale.

Par le nombre, la qualité et le travail des délégations réunies au sein du Congrès du Caire, la cause de la paix et de la coopération internationales a bien marqué du progrès.

Des grandes questions débattues et des résolutions unanimement vo-

lées de solidarité des peuples afro-asiatiques. La Conférence du Caire, qui s'en réclamait, l'a complétée, élargie et développée sur le plan « populaire ». La comparaison des grands sujets traités et des résolutions prises dans chacune des deux conférences afro-asiatiques suffit à montrer que le Congrès du Caire a été beaucoup plus important en tant que vaste rassemblement des peuples et aussi à cause de la grande liberté de discussion et de décision qui a été celle des délégués populaires afro-asiatiques. Une autre chose a marqué la différence, entre les deux conférences, c'est l'absence de divergences et d'incidents de séance tant au cours des travaux des grandes séances que des sous-comités de la Conférence. Ceci a d'ailleurs permis de mener ces travaux dans les délais fixés et d'arriver à des votes unanimes sur toutes les questions débattues.

# CE QUE JE NE CROIS PAS (4)

par un combattant pour la clarté

## NON AUX SYSTEMES SOCIAUX

Je ne crois pas que « Démocratie » ait eu tort de coiffer votre article d'un chapeau où elle précise sa position vis-à-vis de votre refus du système démocratique. Plus bavard que la rédaction de « Démocratie », j'ai dû discuter la plupart des composantes de votre « philosophie » négative et procéder, si je puis dire, à un démontage des éléments constitutifs de cette philosophie.

En effet, comme dans l'univers molièresque, où il y a des médecins malgré eux, vous êtes un « philosophe » malgré vous, mais d'une façon qui vous est propre : votre manière de penser manque de chaleur humaine, parce qu'elle se refuse à mordre sur les réalités humaines.

En relisant votre paragraphe « non aux systèmes sociaux », il me vient à l'esprit un terme : *nihilisme*. Un nihilisme intégral. Que le lecteur sceptique écoute plutôt : « Découlant des échafaudages philosophiques, des découvertes scientifiques et de tout autre concours de circonstances, il y a les systèmes sociaux : communisme, fascisme ou autres. Que l'on me pardonne encore une fois, je les rejette tous. Il y a bien la Démocratie, mais où est-elle, quand va-t-elle naître ? »

Il est normal que celui qui dit : « Non ! » à la science et à la philosophie, rejette aussi les conséquences de la science et de la philosophie : le progrès humain, la promotion des masses populaires. Grâce à la science on organise et intensifie la production, perfectionne les instruments de travail, répand l'hygiène, et offre de plus en plus de loisirs aux travailleurs, c'est-à-dire des moments libres pour se cultiver et se détendre. Parallèlement à ces applications scientifiques, la philosophie, elle, cherche à donner des bases éthiques à la marche progressive du monde, à en freiner les méfaits, à « l'inspirer », afin d'empêcher la mécanique de tuer l'humain. Et ce n'est certes point le nihilisme et l'anarchisme qui préchent la juste répartition des moyens de vivre, la défense des humbles (les *mustad'afun* dont parle l'Islam) contre les exploitations, mais plutôt les systèmes sociaux, les philosophies d'action. Tout cela serait long à développer ici. Dans le livre premier de la *Muqaddima* (Prolégomènes), Ibn Khaldûn a senti vivement la nécessité d'un système, d'un cadre social : « la nécessité d'un modérateur qui puisse maintenir les hommes dans l'ordre, et les empêcher de s'attaquer les uns les autres ».

Je voudrais bien savoir ce que vous substituez aux systèmes sociaux, à la démocratie. Si l'on arrive un jour de quitter votre planète Kaba-Baka, vous serez obligé, pour pouvoir vivre sur notre terre, de choisir un système. Certes il n'y en a point de parfait, mais il vous faudra quand même opter, et la meilleure option sera pour le moins mauvais. Si l'on ne tient pas à voir s'instaurer le fascisme et accepter, par exemple, la disparition des syndicats, au profit d'une certaine « patronocratie », il sera nécessaire de choisir le régime démocratique.

## HOURRAH ! A LA DICTATURE

Préféreriez-vous la féodalité qui édifie l'opulence arrogante sur la misère noire des paysans asservis ? Le bien-être puant, provocateur des minorités au détriment du grand nombre de vos semblables ? La dégradation de la condition ouvrière, l'épuisement du travailleur des bidonvilles sans protection, sans foyer décent, sans pain, sans écoles vous laisseraient-ils insensibles ? Qu'as-tu fait de ton frère ? » objecte l'œil de Cain, mais la conscience ayant perdu « la raison », c'est le cas de le dire) n'y entend rien.

Chraïbi ! Est-ce possible que votre voix crie : Vive la dictature ? Est-ce vous qui dites « Non ! » à la démocratie, au respect de la dignité humaine ? Abandonneriez-vous les affamés et les analphabètes livrés à la faim, à l'injustice, dans le silence honteusement complice des fausses élites ? Avez-vous bonne conscience (et quand je dis : vous, je me pose la question et la pose aussi à nos compatriotes) devant les larmes des enfants des bidonvilles, la déshumanisation de la femme maghrébine, la traite des noirs, brunes, blanches ou blondes, tant dans notre pays qu'ailleurs ? Auriez-vous bonne conscience devant les exploits tragiques du colonialisme, l'agonie des torturés, la révolte impuissante des innocents, l'angoisse de tous les humiliés qui courbent le dos devant l'iniquité des bourreaux, les féodalités de toutes sortes ?

Certes, aucun système démocratique ne prétend être un remède-miracle pour tous les maux de l'humanité : néanmoins, la démocratie, si elle ne guérit pas complètement, limite les dégâts, neutralise les virus, en attendant de découvrir d'au-

tres traitements, et immunise contre d'éventuelles infections.

Vous avez mille et une fois raison quand vous dites qu'on n'a pas encore trouvé de régime parfait. Mais, même imparfaite, la démocratie se présente d'abord comme une protection, un garde-fou. La différence et trop voyante entre un régime féodal, ploutocratique ou dictatorial et un régime garantissant, à tous les citoyens, la liberté, l'égalité et la justice.

Comme toutes choses humaines, les systèmes socio-politiques présentent toujours des infirmités (« al-Kamalû lillâh = la perfection n'est qu'à Dieu ») ; toutefois l'histoire, la pratique se chargent d'atténuer certains défauts — ce qui fait heureusement progresser l'étiologie — et de nous suggérer des remèdes ou d'autres voies à suivre. On ne dépasse les systèmes qu'en s'y installant ; l'esprit use de ce qu'il trouve, et en use en vue de l'améliorer : aucune génération spontanée. Nos modes de vie vivent et meurent comme nous ; cependant leur qualité et leur longévité dépendent directement du degré de notre prise de conscience et de notre capacité à progresser avec l'histoire du monde.

Il y a des peuples, à certaines époques, qui se trouvent rejetés en marge de l'histoire et ne la suivent qu'à la remorque. Le Maghreb aujourd'hui ne veut pas rester de ceux-là ; il veut vivre avec son temps. Il y aurait non sens à ne pas choisir entre l'Afrique d'hier et l'Afrique de demain. Au nom de la Déesse-Nihil, éclairez notre lanterne ? Vos non à la douzaine nous déconcertent. Expliquez-nous ce que vous voulez exactement, ce que vous croyez exactement, et exactement dans quel univers vous vivez. Nous avons soif d'apprendre, et votre chapelet de « non » n'assouvit même pas les « darqawa ». Beaucoup d'entre nous ne se trouveraient pas à l'aise dans votre peau, car votre attitude, totalement négative, risque d'entraîner bien loin : on peut croire que vous soutenez le fascisme et souhaitiez la dictature.

Je ne crois pas que votre nihilisme soit prémédité ; vous êtes trop fidèle à vous-même pour agir par calcul : vous manquez d'affinités avec la société d'aujourd'hui et éprouvez un besoin d'évasion. Et vous vous révoltez. Les réalités quotidiennes effrayent les sensitifs ; vous cherchez à ne pas les affronter et à vous évader. Vous nous invitez à l'ivresse, comme le poète des *Fleurs du mal* : « Enivrez-vous de vin, de poésie ou de vertus, n'importe ! Enivrez-vous... »

Il semble que chez vous la sensibilité l'emporte sur la raison : vous êtes plutôt artiste que penseur, imaginaire que réaliste. Nous nous insurgons contre toute hiérarchisation entre ces domaines également valables, également nécessaires à la vie culturelle d'une société. Nous nous contentons de constater.

C'est donc par tempérament, spontanément, que vous optez pour le nihilisme intégral, pour la « liberté » sans limitations, sans règles ni lois : « Je ne crois pas, dites-vous, aux systèmes sociaux, parce que tous, plus ou moins, même le système démocratique, sont des systèmes-contraintes. La loi ? Mais quelle loi ? Il y a le rapport avec nous-mêmes, et ce rapport doit venir de nous-mêmes, de notre évolution propre, et non pas d'une contrainte ». En clair, cela veut dire : laisser faire les loups libres (en pleine et féroce force) et les poulets tendres — mais libres aussi ; ne point protéger ceux-ci, ni surveiller ceux-là. Voyez-vous, c'est une telle liberté qui favorise le fort et opprime le faible : les féodaux, les colonialistes, les dictateurs, les oppresseurs de tous poids sont très friands

de ces libertés, car dès qu'il y a déséquilibre dans les rapports de force, la liberté « sans lois » asservit, et c'est la *'addala*, la justice, qui libère par les limitations qu'elle prescrit.

Les déterminismes sociaux, physiques..., nous imposent une discipline, des règles ; or toute règle contraind, c'est certain. Mais, grâce à son pouvoir magique, qu'est la raison, l'être humain arrive à « s'arranger » avec les règles. Il suffit qu'il les analyse, qu'il les comprenne, pour que de contraintes, il en fasse des points d'appui à sa libération. On soumet la nature en s'y soumettant ; F. Bacon disait : nécessité bien comprise, nécessité surmontée. Par contre, le refus du raisonnement, ou la révolte contre les règles et les systèmes, imposent nécessairement les vraies contraintes, l'asservissement par la confusion et l'anarchie. On fait alors comme celui qui, escaladant une haute montagne, fermerait les yeux pour se prémunir du vertige. La chute libre dans le vide à plusieurs centaines de mètres d'altitude n'est pas plus une liberté que le nihilisme. En religion, aussi, normes et pratiques sont des contraintes qu'il faut subir si l'on est croyant. L'Islam, n'est-ce pas une soumission à la *shari'a*, (loi formelle contenue dans les livres saints), à la sunna du Prophète et aux *h'udûd Allah* (les prescriptions et les sanctions fixées par Dieu) ?

(à suivre)

UN COMBATTANT POUR LA CLARTE

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE  
DE RÉGIE CO-INTÉRESSÉE DES TABACS  
AU MAROC

PRIX DES TABACS  
DE LA RECOLTE 1957

### TABAC A FUMER

Le prix moyen des tabacs à fumer à provenir de la récolte 1957 a été fixé à Fr. 310 - (TROIS CENT DIX FRANCS) le kilogramme dont une prime de présentation et de triage de Fr. 31, (TRENTE ET UN FRANCS).

### TABAC A PRISER

Les prix par qualité des tabacs à priser à provenir de la récolte 1957 sont fixés à :

1ère qualité :	Fr. 160	le kilogramme
2ème « :	Fr. 140	«
3ème « :	Fr. 85	«
4ème « :	Fr. 50	«

FOIRE TECHNIQUE ET D'ÉCHANTILLONS

Carnets de légitimation officiels délivrés par :  
• UMCIA 23, Rue Claude, CASABLANCA  
• Chambre Française de Commerce et d'Industrie de Casablanca - 90, Boulevard Mohamed V  
B. P. N° 73 CASABLANCA

FOIRE DE LEIPZIG

2-11 MARS 1958

LEIPZIGER MESSEAMT • LEIPZIG C 1 • HAINSTRASSE 18

## Une enquête de « Démocratie »



M'Hamed Skalli

M'Hamed Skalli, journaliste, 27 ans, célibataire.

- Que faites-vous dans la vie ?
- Journaliste.
- Etes-vous satisfait ?
- Non.
- Que pensez-vous de votre époque ?
- Je suis trop occupé à vivre mon époque et à m'efforcer de la comprendre pour exprimer un jugement valable.
- Avez-vous un idéal ? Etes-vous prêt à risquer votre vie pour quelque chose ?
- Je n'aime pas le mot idéal s'il

implique un choix définitif. Je risquerais certainement ma vie pour une cause que je croirais juste ou pour un être que j'aimerais.

- Que pensez-vous de la femme marocaine ?  
- Je ne la connais pas. La société marocaine actuelle ne facilite pas tout le contact souhaitable entre les hommes et les femmes de notre pays. J'avoue que je connais beaucoup mieux la femme française, polonaise ou même syrienne. Il m'a été en effet donné au cours de mes nombreux voyages à l'étranger de me faire une idée précise sur les femmes dans plusieurs pays d'Europe et d'ailleurs. Au Maroc je ne connais que les femmes de ma famille, de certains de mes amis, certaines étudiantes marocaines que j'ai eu comme condisciples ou comme camarades et quelques ouvrières ou paysannes.

C'est trop peu.

- Que pensez-vous de la jeunesse marocaine ?
- La jeunesse, dirait M. de la Palisse est l'âge de la beauté. Pour cela je l'aime.

Cependant j'avoue être souvent gêné par cette espèce de nonchalance et de paresse intellectuelle qui se manifestent chez les jeunes marocains que je fréquente et qui, tous sont des petits ou de grands bourgeois. Ils ont pu acquérir, grâce à la condition matérielle de leur famille une instruction qui loin de les inciter à s'engager dans la lutte que doit mener le peuple pour se dégager de l'obscurantisme et de la bêtise, considèrent leur diplôme comme un moyen pour vivre en marge du combat.

C'est une lâcheté dont ils sont les seuls à faire les frais d'ailleurs, car ils sont responsables et victimes à la fois de ce climat étouffant et étrié que nous subissons tous au Maroc. Le peuple quant à lui ne connaît pas le désespoir. Il trouvera lui-même le chemin que son intelligence et sa jeunesse cultivée refusent de lui montrer actuellement.

- Quel est le problème n° 1 du Maroc ?

- Le problème n° 1 est le problème économique. Nos richesses nationales sont exploitées par les monopoles étrangers et naturellement le peuple n'en profite que dans une très faible mesure. Comment libérer notre économie ? Telle est la grande question que doivent se poser, et se posent déjà les Marocains. Nous sommes, à certaines nuances près, au même stade que tous les pays ex-coloniaux - l'Egypte, l'Inde, la Syrie, l'Indonésie, sont pour nous des exemples à méditer - dans tous ces pays la libération économique a été précédée par l'évacuation des troupes étrangères. Gamal Abd El Nasser n'aurait jamais pu décider, réussir l'opération de la nationalisation de l'ancienne Compagnie Universelle du Canal de Suez, s'il n'avait auparavant obtenu le départ des troupes anglaises. Tout retard apporté à la solution du problème de la présence des troupes étrangères au Maroc est un danger.

- Que pensez-vous de la guerre d'Algérie ?

- Trop de choses à dire là-dessus. J'aimerais limiter ma réponse à la responsabilité qu'assument devant eux-mêmes et devant l'histoire tous les Marocains à cet égard. Ils s'accordent tous à dire que l'Algérie doit être indépendante. Cette formule assurément juste est à mon avis de plus en plus creuse. Les Marocains doivent joindre l'acte à la parole. Si nous jugeons que le gouvernement marocain ne fait pas tout son devoir pour aider les Algériens à reconquérir leur indépendance nationale, à nous de l'obliger à agir. Comment ? Les manifestations pacifiques dans les rues, les pétitions, les grèves sont à mon sens des moyens d'action dont il n'est pas trop tôt d'user. Demain il sera peut-être trop tard.

- Que pensez-vous de la religion musulmane ?

- La religion musulmane a donné naissance à l'une des civilisations les plus riches et les plus humaines de l'histoire. Actuellement de nombreux penseurs dits « musulmans » considèrent encore que cette religion peut continuer à satisfaire les besoins des hommes.

A mon avis aucun d'eux n'a été capable de préciser cette idée l'évolution des idées trancher le problème dans un sens qui, on le voit déjà, n'est pas exactement à l'image de ce que désirent les passionnés de la métaphysique qui ne sont pas tous d'ailleurs sincères.

- Que pensez-vous de l'alcool ?

- Je me garde bien de juger du comportement individuel des gens. Seulement lorsque l'usage de l'alcool devient un fléau social, la société doit réagir. La prohibition est une méthode primitive et inefficace. Elle n'a jamais empêché les gens de boire tout leur saoul et même un petit peu plus. Vous connaissez n'est-ce pas le charme du fruit défendu ? Pourquoi boit-on ? Si c'est pour meubler une soirée une vie trop vide, il faut chercher et aider les gens à trouver

d'autres moyens que l'alcool pour apporter à la vie le grain de sel indispensable. Au Maroc, les responsables préfèrent les méthodes ridicules de l'emprisonnement. J'ai souvent vu des mokhaznis (agent d'autorité) arrêter quelques pauvres bougres dans la rue et approcher le nez de leur bouche pour y détecter l'odeur de l'alcool. Ce sont d'ailleurs les pauvres gens qui subissent de telles humiliations. Ce n'est là qu'un aspect de la mauvaise organisation et de l'iniquité de notre société.

- Que pensez-vous du communisme ?

- Le moment n'est pas encore venu, au Maroc, pour livrer le combat sur ce plan. Sur le plan international il est évident que les états socialistes sont les alliés naturels du Maroc et de tous les pays qui ont souffert ou souffrent encore de l'impérialisme. Lorsqu'un Marocain dit qu'il est anti-communiste il montre qu'il est un Don Quichotte moins la grandeur d'âme. Ou un serviteur, conscient ou inconscient des pires ennemis de notre peuple que sont les impérialistes.

- Qu'appellez-vous liberté ?

- C'est la possibilité de vivre et d'agir sans subir aucune contrainte. L'ordre social exige des limites à la liberté de chacun. Mais lorsque ces limites ne sont plus dans l'intérêt de l'ordre social, lorsqu'elles sont imposées par quelque tyran, elles sont à détruire.

- Que pensez-vous des projets de désarmement ?

- Notre situation particulière nous fait perdre de vue la gravité de ce problème. Qui est en réalité le problème n° 1 de notre époque. L'humanité est menacée de destruction massive et notre devoir est de nous ranger du côté de ceux qui préconisent l'interdiction des essais nucléaires et de l'usage des bombes atomiques. C'est pour cela que nous devons exiger immédiatement la suppression des bases américaines installées sur notre sol. Aucune aide, aucune promesse, aucune autre considération ne doit justifier l'existence de ces bases au Maroc.



Jacques Ilouz

Jacques Ilouz. - 36 ans, marié. - 5 enfants. - Marocain de confession israélite.

- Que faites-vous dans la vie ?
- Je suis boucher-épicer à Ain-Diab.
- Etes-vous satisfait de votre métier ?
- Je suis très content de mon métier.
- Que pensez-vous de votre époque ?
- Je suis content de vivre dans le monde moderne.

- Avez-vous un idéal ? Etes-vous prêt à risquer votre vie pour quelque chose ?

- Mon but c'est de pouvoir élever mes enfants et leur permettre de faire les études que je n'ai pu faire. Mon fils aîné se prépare à être ingénieur. Ma plus petite fille qui a 7 ans en est déjà à son 2ème livre d'arabe. Oui je suis prêt à risquer ma vie pour protéger les miens.

- Que pensez-vous de la femme juive marocaine ?

- Je crois qu'elle a plus de possibilités que la femme musulmane pour s'affranchir et accéder à la vie moderne. La polygamie n'existe pas chez nous. Nos femmes sortent et la plupart s'habillent à l'occidentale. Elles sont plus libres et déjà plus instruites.

Je souhaite que cette comparaison encourage mes frères musulmans à comprendre que la femme tient un rôle primordial non seulement dans son foyer mais dans la société moderne.

- Que pensez-vous de la jeunesse marocaine ?

- D'après ce que je vois, mes enfants et leurs camarades ont un goût pour l'instruction qui fait plaisir. Ils sont raisonnables et travailleurs. Ils font tous du scoutisme et vont au cinéma de temps en temps. Ce sont de bons enfants qui donnent satisfaction.

- Quel est le problème n° 1 au Maroc ? Qu'est-ce qui va bien ? Qu'est-ce qui va mal ?

- Je crois qu'il est nécessaire de faire l'unité autour de Sa Majesté avec l'idée de travailler tous ensemble, dans la liberté, pour le Maroc. Ne pas redouter d'être juif ou chrétien en pays musulman. La tentation est si facile.

L'alimentation est un des commerces qui souffrent le moins. Il y a quand même un ralentissement mais il faut supporter et tenir le coup.

- Que pensez-vous de la guerre d'Algérie ?

- Partout où des hommes meurent c'est affreux. Cruel pour ceux qui ont raison. Douloureux pour ceux qui pensent avoir raison.

- Que pensez-vous de la dictature ?

- Hitler a fait ses preuves. En tant que Juif et en tant que Marocain je dis non à ce système.

- Que pensez-vous du communisme ?

- On en parle mais je suis incapable de vous renseigner. Je n'y connais rien.

- Qu'appellez-vous liberté ?

- C'est pouvoir travailler en paix, rentrer le soir à la maison, retrouver ceux qu'on aime et les aider à devenir des hommes. Être respecté et respecter les autres voilà la liberté.

Dans le cadre de l'enquête fois, nous avons posé nos questions. Nous avons reproduit fidèlement l'agriculteur a insisté sur les responsables. Seront-ils responsables. Nous en doutons.



Moulay Idriss El Alami

Moulay Idriss El Alami. D'origine algérienne, 3 enfants, agriculteur.

- Je suis très content de la terre. J'ai comblé la terre marocaine.

Je connais nos besoins, nos désirs, crois en m'exprimant traduire les aspirations. Je représente 85 % de l'économie marocaine a été opprimé par le régime du protectorat, dépeupillé et appauvri, qui a été étouffé par l'injustice et le sort, a permis l'indépendance lui apporterait des fruits, il n'en est rien. Il continue à subir l'injustice. Le Caïd est héritier de l'origine du régime d'oppression des colons, brutalement et maladroitement.

Le paysan a besoin de crédit, dans une proportion d'au moins 10 % il existe des terres collectives pour lesquelles il peut être utilisées.

Je suggère une planification de l'agriculture et une juste répartition

## MISE AU

Dans une interview que j'ai faite de « Démocratie » Monsieur Mallouk a énoncé le passage sur lequel JE N'AI PAS DIT QU'IL REGNAIT DANS LES RANES

En précisant à votre égard que le communisme, et que le risque malgré l'existence de perturbateurs, je voulais développer démontrer l'impossibilité d'un tel régime dans notre pays.

Afin de dissiper toute équivoque « Démocratie » sur la teneur et le contenu de la déclaration verbale, sur la probabilité de la déclaration, leur conviction communistes et leur retour aux sources de la théorie et de la pratique.

Le germe provient en effet de la doctrine de Kellé, qui a été à l'état pur, incapable de faire du bien-être de la classe ouvrière, de la justice, de l'égalité, des révolutions etc... Elle que diffère de beaucoup de ceux qui se disent communistes, de ceux qui se disent chefs actuels de l'U.R.S.S. sont de

Une fois les années de la révolution intellectuelle viennent renforcer les idées et peuvent trouver quelquefois l'Administration.

L'expérience ne tarde jamais à venir et le bonheur et la prospérité nulle dans les idées impures.

Cette explication nette et précise de l'ordre dans certains esprits, contre les faits que la déclaration a spontanément entraînés, je ne me suis pas déformée, à la tête

C'est

Di

# DC 58" Des critiques, des révélations

L'enquête "MAROC 58". Nous avons ouvert la semaine dernière nos colonnes aux jeunes. Cette enquête pose des questions, à un journaliste, à une femme de ménage, à un agriculteur et à un commerçant. Fièrement leur réponse. Le lecteur pourra à travers cette enquête faire le point de la situation, économique et sociale. La ménagère a parlé en termes simples de la misère des populations des bidonvilles, sur la situation très difficile des paysans, le commerçant a souhaité l'union, le journaliste a dit les troupes étrangères du Maroc. Tous ces problèmes sont cruciaux. Il sollicite l'attention de nos lecteurs. Ont-ils assez compétents et déterminés pour trouver les remèdes urgents à tous ces maux ?

« DEMOCRATIE »

**Mulay Idriss El Alami.** — Agriculteur. — Kasba-Tadla. — 57 ans, marié. 3 enfants.

— Vous êtes agriculteur Monsieur Alami. Dites-nous si vous êtes satisfait de votre métier et quel est le sort des agriculteurs actuellement ?

— Je suis agriculteur et militant politique depuis 1924. J'aime énormément la terre. Je suis paysan dans l'âme. J'ai combattu toute ma vie pour que la terre soit la propriété du paysan marocain.

nos désirs, nos malheurs et nos joies. Je ne suis pas les aspirations du fellah. L'agriculture au Maroc n'est pas marocaine. Pourtant le paysan qui du protectorat, qui a été méthodiquement écrasé par de lourdes charges, sort, et pauvre cultivateur espérait que les jours meilleurs. Malheureusement à subir les mêmes formes d'exaction et de spoliation. L'organisation et de la législation sont à la disposition des dahirs qui étaient à la disposition des contrôleurs civils et il en abuse.

crédit, il a besoin d'avoir une propriété de 10 ha. par famille. Dans les douars il y a des terres, forestières ou domaniales, qui sont inexploitées. La répartition des terres récupérables pour la répartition attribuée à chaque famille.

paysanne — pour que chacun puisse cultiver 10 ha au minimum. Il faut supprimer aussi les paysannats et rendre les terres aux douars respectifs. Car le paysannat est une création coloniale, au profit de la colonisation pour appauvrir l'autochtone et cela coûte encore des centaines de millions au budget national.

Après l'indépendance les représentants du Ministère de l'Agriculture ont pris le même chemin et suivi les mêmes méthodes que les fonctionnaires colonialistes. Ces paysannats profitent à une poignée de fonctionnaires techniques et d'autorité.

Quant à l'irrigation, nous perdons des quantités d'eau qui alimenteraient et fertiliseraient d'immenses régions. Il faut une politique d'irrigation prioritaire, il est primordial de construire des petits barrages et des canalisations pour assurer l'irrigation de certaines régions désertées.

L'assiette du Tertib et son estimation sont l'œuvre des cheiks et des caïds, donc avant tout des représentants de l'administration.

Je propose que l'on accorde des crédits aux paysans pour améliorer leur standing : construction d'habitat décent, achat de matériel et de cheptel sommaire, construction dans chaque douar important d'une école et d'une infirmerie, une maison du paysan, où 1 technicien-ingénieur, dirige, documente, conseille les fellahs.

Depuis 1914, il existe une caisse où tombent les centimes additionnels prélevés au montant du tertib, que cet argent s'ajoute aux crédits (qui peuvent être libérés en 10 ans), qu'une union des paysans marocains se crée. Elle est nécessaire pour garantir les droits des paysans, pour leur fournir du travail, les instruire, les préparer, les éduquer, par le cinéma et les conférences au système d'exploitation coopératif qui est le système d'exploitation de l'agriculture de l'avenir.

— Que pensez-vous de votre époque ?

— Si les dirigeants étaient intègres et désintéressés pour comprendre que le Maroc est une famille unique sans distinction de couleur ou d'idées politiques le Maroc ferait des miracles après son indépendance. Mais nous avons toujours une confiance illimitée en notre Roi bien-aimé qui dira bientôt son mot pour empêcher la division du pays. Car cette situation porte préjudice au peuple. Le Maroc est composé de tous ses habitants et non d'un seul clan qui prêche à son profit toutes les réalisations. Pourtant le Général de Gaulle a sauvé la France et n'a jamais eu la prétention, malgré l'acceptation du peuple, d'accaparer les pouvoirs pour gouverner la France. Churchill aussi a sauvé l'Europe. Après la victoire il est redevenu un simple citoyen. Alors pourquoi ces messieurs veulent-ils monopoliser tous les avantages, prétendre qu'on leur doit tout ? Et pourtant c'est le peuple, l'anonyme citoyen qui a gagné dans les rues, les campagnes le dernier quart d'heure de la bataille pendant que de nombreux bourgeois se tenaient sous des arbres confortables.

— Avez-vous un idéal ? Etes-vous prêt à donner votre vie pour quelque chose ?

— Mon idéal c'est de voir mon pays sortir de cette crise, victorieux, heureux, réconcilié et proclamant solennellement aux côtés de ses sœurs arabes, sa neutralité active. L'Est et l'Ouest doivent perdre tout espoir de nous voir nous rallier par intérêt à l'un ou l'autre clan. Nous venons de nous libérer et nous ne voulons pas retomber sous la coupe de personne. Je suis prêt à donner ma vie pour le bonheur et la réalisation de la démocratie dans mon pays.

— Que pensez-vous de la femme marocaine ?

— Il lui faut une émancipation morale et religieuse. Une surveillance constante de ses parents, une liberté méthodique car la jeune fille naïve, sortie de son nid tombe tout de suite dans les pièges tendus par les jeunes sans morale.

— Que pensez-vous de la jeunesse marocaine ?

— Elle est intelligente, courageuse, dynamique et s'adapte tout de suite au progrès. Reste à utiliser toutes ces belles qualités pour le bienfait collectif. Pour cela il faut des écoles, encore des écoles. des organisations de jeunesse et des centres d'orientation.

— Quel est le problème n° 1 au Maroc ?

— C'est l'agriculture. L'agriculture existe mais il nous faut la moderniser et la faire obéir aux normes de production moderne. Mais l'industrie est aussi nécessaire. Nous possédons les chutes d'eau suffisantes à l'énergie pour créer des usines dans notre pays. Sans cela le Maroc sera tributaire de ces anciens ennemis qui le guident et sera dans l'obligation de pratiquer une politique de mendicité. Nous devons tout faire pour ne plus être tributaires de l'étranger. L'Espagne est un pays très agricole et pourtant pauvre. L'Allemagne n'a pas d'agriculture mais se relève grâce à son industrie.

— Que pensez-vous de la guerre d'Algérie ?

— C'est la guerre du Maroc. Je suis sûr que si l'Algérie perd la guerre le Maroc sera de nouveau asservi. C'est pourquoi si nous n'aidons pas nos frères algériens nous commettons un crime impardonnable.

— Que pensez-vous de la dictature ?

— Le peuple marocain est un peuple libre, démocrate, courageux. Il n'aliénera jamais sa liberté. Si les dictateurs maintiennent leurs procédés ils conduisent le pays à l'anarchie.

— Que pensez-vous des projets de désarmement ?

— Devant les satellites, ces conceptions effroyables, le désarmement s'impose. Il est temps que ces grandes nations qui faisaient des courses de titans, arrêtent leurs efforts de destruction au profit de la paix, et du bien-être de l'humanité.

— Que pensez-vous de la proposition du Ministre de l'Intérieur sur la limitation des partis politiques.

— Il me semble qu'aucune force ne pourra arrêter l'idéal démocratique au Maroc. Il a pénétré, vivifié et sanctifié le cœur du peuple marocain comme les rayons de soleil qui purifient l'univers.

Le Ministre de l'Intérieur qui travaille pour démolir les partis politiques au Maroc forge une arme contre son parti.



Fatima Hamadi

**Fatima Bent Hamadi.** — Mariée sans enfant. — Femme de ménage.

— Que faites-vous dans la vie ? Etes-vous satisfaite de votre métier ?

— Je suis femme de ménage et je suis très contente.

— Que pensez-vous de votre époque ?

— C'est mieux qu'avant.

Nous n'avons pas à nous plaindre. Mon mari travaille comme chauffeur de taxi. De mon côté j'ai une bonne patronne qui me donne 2.000 francs par semaine, qui me servent à aider ma famille au bled et à m'habiller. Pour le reste c'est mon mari qui s'occupe de tout. Nous

payons un loyer de 3.500 francs par mois pour une chambre sans eau au Derb Ghalef — 12 m<sup>2</sup> environ — plus 400 d'électricité pour 2 ampoules et je paie l'eau à raison de 7 francs le bidon. Nous nous portons bien, nous travaillons tous les deux. Nous mangeons correctement et nous sommes habillés décentement. Oui je peux dire que nous avons de la chance.

— Avez-vous un idéal. Etes-vous prête à risquer votre vie pour quelque chose ?

— Que le monde entier s'aime et qu'il y ait du travail pour tout le monde. Pour moi j'aimerais une maison à nous et je donnerai ma vie pour avoir un enfant.

— Que pensez-vous de la société dans laquelle vous vivez ?

— Autrefois les gens étaient vraiment ignorants et ça les rendait méchants. Maintenant ils comprennent mieux et ils savent qu'on est tous des frères alors ils sont plus gentils les uns avec les autres. Nous nous entraînons beaucoup dans notre quartier et nous organisons des secours chaque fois que quelqu'un est malheureux. Vous pensez qu'il y en a qui ont des gosses et qui ne travaillent pas depuis un an. Les femmes n'ont pas de farine pour faire le pain et elles ramassent des mauvaises herbes et des racines et les mangent comme si c'était des épinards et des navets. C'est terrible de voir comme ils sont pauvres. Comme ils ont faim. Mais des fois il y en a qui sont méchants. Tiens j'ai une propriétaire qui a les bras couverts de bracelets d'or et elle harcèle une famille dont le père est en chômage et réclame ses loyers sans pitié pour ces pauvres gens. On est venu faire une quête pour les sinistrés d'Ifni. Elle qui est riche n'a rien donné et les pauvres ont donné 100 francs.

— Que pensez-vous de la femme marocaine ?

— On dit que la femme marocaine a de nouveaux droits mais dans le peuple ces droits n'ont pas l'air de se pratiquer. Hier une voisine, mère de 2 enfants, très bonne femme pour ses enfants et son mari a été répudiée par son mari, sans aucune compensation et elle est dans la peine maintenant. On ne fait pas le droit pour les pauvres. On se sert de nous et c'est tout...

Oter le voile ce serait bien et mal parce que les hommes chez nous sont mal éduqués et ils ne savent pas se tenir bien avec les femmes. Dans la société actuellement la femme du peuple se sent moins libre que jamais. D'un côté des hommes nous suivent et nous font des propositions malhonnêtes, de l'autre, des hommes qui se disent toujours représenter la loi arrêtent les femmes alors qu'elles se promènent avec leur mari ou des parents. C'est une situation terrible. On nous suit, on nous traque, on nous intimide, on nous rançonne, on nous fait peur.

Nous, nous aimons notre Roi. On voudrait du travail et la paix et il y a toujours des hommes qui sont nos frères pour nous voler nous commander nous faire peur plus qu'à l'époque du Caïd. A la place du Roi, je les mettrais en prison.

— Que pensez-vous de la guerre d'Algérie ?

— Nous espérons que Dieu les protégera et leur apportera la liberté de leur pays et la paix pour le monde. Les pauvres ! Ce sont nos frères !

— Qu'appellez-vous liberté ?

— C'est une chose trop belle. Pour le Maroc c'est du travail pour tout le monde, avec son cœur pour le Roi et d'être heureux comme des frères qui s'aiment. On ne peut pas aimer « bécif » il faut être libre pour ça.

— Qu'est-ce que vous pensez du communisme ?

— Qu'est-ce que c'est ?

## AU POINT

que j'ai accordée au correspondant Monsieur Malka, je lis avec surprise et sur le communisme.

### DIT QUE CETTE IDEOLOGIE RANGS DU GOUVERNEMENT.

Notre collaborateur que l'Islam était t que ce fait, le Maroc ne courait existence de quelques rares éléments à développer un peu cette idée pour à un tel régime de s'implanter

toute confusion aux lecteurs de eneur et la portée de ma pensée, je évement les points essentiels de ma la provenance des éléments perturbur conviction éphémère aux idées pour aux idées libérales dès qu'ils i théorie et du rêve.

n effet de l'extérieur car, en frottant celles des autres > quelques-uns de souvent, pendant les grandes vacances de Karl Marx. Cette jeunesse encore de fait du mal, ne voit d'abord que uvrière progrès dans tous les domaines... Elle ne pense pas que la prati. p de l théorie, et ignore que les .S. sont de véritables tsars modernes.

s de culture terminées, nos jeunes nforcées les rangs de l'élite du pays quefois leur formation les prédis certain fonctions, des emplois dans

Je n'ai jamais d'ailleurs, à leur prouver respect de notre pays ne résident es imprimées.

ette et correcte remettra, je pense esprits car sans vouloir me défendre éclaration insérée dans votre journal és, je tiens essentiellement, puisque à la établir dans sa stricte vérité

Casablanca, le 15 janvier 1958  
 Mohamed DRISSI  
 Directeur Commercial  
 de la Société SECOLAS  
 CASARIANCA

# Un néocolonialisme de gauche

Dans un couple d'articles consacrés à la position des « intellectuels et (des) démocrates français devant la Révolution Algérienne », EL MOUDJAHID, organe central du Front de Libération Nationale, dénonce les contradictions de la gauche française, ses hésitations,

## Les critiques d'EL MOUDJAHID

Face à la guerre d'Algérie, remarque EL MOUDJAHID, les démocrates français se posent « en qualité de censeurs, de conseillers », « pratiquent le chantage » à l'égard des Algériens : « Condamnez les excès, nous vous aiderons davantage », choisissent « arbitrairement quelques boucs émissaires », M. Borgeaud, M. Blachette, mais ne rejettent que « l'ensemble de la colonisation ramené à sa catégorie d'oppression militaire et policière ».

Cette partialité, poursuit l'organe du Front, résulte d'une incompréhension radicale du fait colonial : la gauche n'a pas encore réalisé que « le colonialisme n'est pas un type de relations individuelles, mais la conquête d'un territoire national et l'oppression d'un peuple ». C'est l'exploitation et l'asservissement d'une nation par une autre nation, et les initiatives individuelles n'y changent rien ; il n'y a donc pas de « bons Français » en colonie, « tout Français en Algérie actuellement est un soldat ennemi... (il) réagit comme M. Borgeaud », car « il n'existe pas de Français en Algérie qui ne soit justifié dans son existence même par cette domination ».

La gauche repousse ces évidences. « Par absence de courage ou défaut d'analyse », elle s'imagine que le colonialisme peut être réformé, domestiqué, et, sur la base de rapports humains

son moralisme stérile, et l'accuse d'être moins libérale que néocolonialiste.

FRANCE-OBSERVATEUR, dernièrement, a répondu à cette accusation. En a-t-il fait justice ? — Il convient, d'abord, de la préciser.

rénovés, certes, mais en leur genre contraignants, elle entend maintenir, en Algérie, une certaine suprématie française et sauvegarder, entre les deux pays, « des liens particuliers ». Outre le chauvinisme des démocrates, interviennent ici leurs options doctrinales, qui réduisent encore plus la portée de leur action anticolonialiste.

EL MOUDJAHID les relève dans son deuxième article : la gauche non communiste craint qu'une Algérie indépendante ne tombe sous le joug soviétique, la gauche communiste, qu'elle n'adhère au bloc occidental ; l'une et l'autre mettent des conditions à leur appui : « Des garanties nous sont demandées, on veut nous arracher des promesses, on réclame des assurances ». Mais communistes ou non, les démocrates français s'entendent pour recommander aux Algériens de ménager l'avenir des relations franco-algériennes, il y va de leur intérêt : « Il vous faut des techniciens, des machines... ».

Finalement, conclut EL MOUDJAHID, les démocrates français, qui réclament l'établissement de liens « originaux », « particuliers », entre la France et l'Algérie, n'admettent pas « l'éventualité d'une libération nationale réelle », et entendent « maintenir éternellement l'Algérie à un stade d'Etat mineur et protégé ».

## La réponse de l'OBSERVATEUR

Dans sa réponse, G. Martinet se propose moins d'informer, preuves à l'appui, les critiques d'EL MOUDJAHID, que d'examiner « la position de fond » des Algériens, qu'il accuse d'avoir perdu « le sens des réalités ». « Pour la commodité du raisonnement », d'ailleurs, il admet que « toute la gauche française, et non pas seulement une fraction de cette gauche, se soit laissée influencer par l'idéologie nationaliste et colonialiste » ; il reconnaît aussi que la gauche, dans « le durcissement du nationalisme algérien », « a une énorme part de responsabilité », puisqu'elle s'est révélée « incapable de tenir les promesses faites lors des élections de janvier 1956 ».

Ces faiblesses reconnues, G. Martinet déclare injustifiable l'attitude du F.L.N., qu'il définit ainsi : « Tout se passe comme si la direction du F.L.N. considérait maintenant que la guerre ne pouvait aboutir qu'à la victoire complète de l'un ou l'autre camp, et repoussait toute idée de négociation, c'est-à-dire de compromis ». Or cette position lui paraît indéfendable, parce qu'inadaptée à la situation présente, et même à venir, de l'Algérie.

Dans l'immédiat, en effet, les forces adverses s'équilibrent ; il y a tout lieu

## Un raisonnement « commode »

Il convient de signaler d'abord avec quelle désinvolture G. Martinet fait justice de certaines accusations : « Admettons pour la commodité du raisonnement... ». Mais la question est-elle de raisonner juste, ou commodément ? La commodité fut-elle jamais un critère rationnel ? — Il ne s'agit pas là d'une argutie verbale, mais bien du verbalisme d'un procédé qui, « en admettant que... », n'admet rien du tout.

La gauche française a-t-elle, oui ou non, donné des conseils aux Algériens ? A-t-elle, oui ou non, réprouvé certaines de leurs méthodes ? « Comment se fait-il, écrivait récemment C. Bourdet, que ces hommes (les Frontistes) fassent montre d'un tel mépris de la vie humaine, d'une volonté si froide de liquider l'arsaire ou le rival ? Il évoque,

de prévoir que cet équilibre peut durer longtemps, car l'armée algérienne est « hors d'état d'infliger une défaite à l'armée française ». Un compromis s'impose ; le repousser, c'est « accepter la perspective d'une guerre de très longue durée avec tous les risques que cela comporte ».

En se prolongeant, la guerre ne compromet-elle pas aussi « l'avenir des relations algéro-françaises » ? Or l'Algérie indépendante, abandonnée à ses seules ressources, livrée au marasme économique, ne devra-t-elle pas recourir à l'aide des pays étrangers ? « Est-il vrai ou faux, demande Martinet, que l'Algérie indépendante se trouverait en face de problèmes économiques très difficiles à résoudre, et qu'elle aurait intérêt à bénéficier de l'aide d'autres nations ? Ce sont ces questions qu'esquivent précisément les dirigeants du F.L.N... ». — Impossible victoire militaire, difficultés économiques très graves : il vaut mieux négocier dès maintenant, accepter « un compromis rapproché », et puiser l'association « est encore possible », ne pas la rejeter aveuglément — telle est la conclusion de G. Martinet.

Innocente-t-elle la gauche française de ce néocolonialisme que lui reprochent les Algériens ?

dans un autre article, « l'indignation que suscitent dans l'opinion de gauche les règlements de compte entre nationalistes algériens », et il confesse ailleurs : « ... Mon propos, en rencontrant (à Tunis) divers nationalistes... était non seulement de m'informer, mais aussi de tenter de leur faire abandonner... cette intransigence néfaste à la paix ».

Alors, EL MOUDJAHID n'est-il pas fondé à dénoncer « les conseils politiques » des hommes de gauche, leurs « critiques concernant telle physiologie de la guerre de libération », et à les rejeter ? Car, ajoute-t-il, « les positions du genre : nous sommes d'accord sur le fond, mais pas sur les méthodes, sont fausses radicalement ». Ces méthodes, qui les a imposées ? Il y a

un engrenage de la terreur, mais qui l'a déclenché ? Condamnée à la violence par la violence première, impitoyable, des colonialistes, la Révolution Algérienne n'a pas d'autre choix : il lui faut vaincre, ou se saborder. Renoncer à la violence et, entre autres, au terrorisme, c'est évidemment épargner des vies françaises mais, en aidant à la pacification, c'est condamner à mort les Algériens.

Puisque la gauche blâme leurs méthodes, elle n'accepte pas la fin que ces méthodes poursuivent et qu'elles seules, désormais, peuvent atteindre. Conseiller aux Algériens des procédés plus « honorables », moins « barbares » ; et, par opposition au terrorisme aveugle, des massacres clairvoyants, — cela revient à les désarmer et, parce que l'indépendance de l'Algérie est l'objectif dernier de leur combat, à refuser l'indépendance. Aussi EL MOUDJAHID observe-t-il à juste titre que si la gau-

## La plus forte armée musulmane

Le fait militaire d'abord. Sans doute dans l'immédiat, les Algériens sont-ils « hors d'état d'infliger une défaite à l'armée française » ; eux-mêmes l'admettent très honnêtement. Sans doute aussi, les forces adverses, actuellement, s'équilibrent-elles. Mais il n'en fut pas toujours ainsi, et rien ne prouve qu'il en sera toujours ainsi.

En réalité, cet équilibre représente déjà une victoire algérienne ; composée, au début des hostilités, de bandes inexpérimentées, à l'armement désastreux, des fusils de chasse, l'armée algérienne, en 3 ans, et par elle-même — l'aide étrangère est seconde, et toute récente — s'est formée, armée, imposée. Selon des observateurs avertis, elle constitue aujourd'hui, avec ses 100.000 hommes, la plus forte armée musulmane. Il y a donc un progrès constant et, comme l'écrivait C. Bourdet en novembre dernier, « l'équilibre des effectifs n'évolue pas au profit de l'armée française. On ne peut et ne pourra plus contrôler le Sahara qu'en faisant descendre des troupes métropolitaines, au détriment de la densité d'implantation dans les territoires du Nord ». Il remarquait en outre que les insurgés continuaient « à récupérer de fortes quantités d'armement français dans les embuscades ».

L'équilibre actuel ne signifie donc pas que les Algériens soient bloqués dans leurs positions, il ne représente pas un succès de la pacification. Il

che « a interposé une multitude d'étapes, de sous-étapes, de solutions originales, de compromis », c'est qu'elle n'a pas « accepté l'idée d'une indépendance algérienne ». Et puisque les Algériens sont encore dépendants, elle leur prodigue ses conseils, elle loue et réprimande : « *Melouza crime et faute* », titrait l'OBSERVATEUR. Si Martinet avait écrit : « Nous n'avons plus de conseil à leur donner », ses concessions, pour être moins commodes, eussent été plus conformes à la vérité.

En l'estroptiant, à son insu peut-être — encore qu'il y ait un dépit évident dans une remarque du genre : Les Algériens peuvent naturellement adopter une autre attitude... Nous n'avons aucun conseil à leur donner — il accuse le caractère néocolonialiste d'une position qu'il estime, d'autre part, justifiée par les faits. Que disent les faits ? Imposent-ils la thèse d'un « compromis rapproché » ?

manifeste, au contraire, l'impossibilité, pour l'armée française, d'écraser la rébellion : pas un poste, pas un homme ne peuvent être dégarnis, ni déplacés, sans risque immédiat de débordement, d'écrasement. Aussi le F.L.N. est-il fondé à intensifier la lutte armée : cette intensification ne peut être que payante.

Mais la gauche, elle, n'est nullement justifiée à penser que le problème du compromis se trouve... posé aujourd'hui dans les mêmes termes qu'il y a un an. C'est rien, purement et simplement, les incontestables progrès réalisés par l'armée algérienne, les acquisitions qu'elle a faites en armes, *grâce sur l'ennemi*, en matériel, en expérience — et qu'elle fera encore ; c'est refuser d'apercevoir, dans l'équilibre récent des forces adverses, le *déséquilibre naissant* des forces de l'ordre : pour l'armée française, cet équilibre est un échec ; c'est une victoire pour les Algériens. Pourquoi le temps qui, jusqu'à présent, n'a cessé de travailler pour eux, leur serait-il demain défavorable ? Pour que le raisonnement de Martinet soit juste, il faudrait que soit vérifiée l'équation : demain = aujourd'hui, ce qui est invérifiable, puisque demain n'est pas ; c'est donc en fonction du passé qu'argumente Martinet ; or les faits militaires passés et présents infirment cet argument.

Les faits économiques le justifieraient-ils ?

## L'économie française compromise

Il est hors de doute que l'Algérie indépendante se trouvera « en face de problèmes économiques très difficiles à résoudre », mais ces difficultés existent déjà, et elles résultent, précisément, de la dépendance de l'Algérie. Pire, leur résolution est impensable dans un cadre spécifiquement français, et la France, à elle seule, est incapable de remédier à une situation économique qui chaque jour se détériore.

En novembre, l'OBSERVATEUR a publié, justement, les passages les plus importants du dossier technique sur l'Algérie, que de hauts fonctionnaires ont remis cet été au Président Coty ; ce dossier dit entre autres : « ... L'effort à réaliser en Algérie amènerait une stagnation puis une régression du niveau de vie en France... Il n'est pas douteux que si la France devait supporter le poids du développement économique de l'Algérie, elle en paierait le prix sous la forme d'une paupérisation de la métropole et d'une régression de l'économie française » ; et le rapport conclut : « Si l'on tente vraiment de développer l'Algérie dans un cadre et avec des moyens spécifiquement français, il est probable que l'on échouera, mais il est certain que l'on compromettra l'avenir économique de la France ».

Il est certain aussi que l'avenir économique d'une Algérie indépendante ne se développera pas « dans un cadre et avec des moyens spécifiquement »

algériens ; que même si elle s'engage, l'indépendance acquise, dans la voie du socialisme (nationalisation des principales richesses, réforme agraire, politique d'austérité), l'Algérie ne repoussera pas l'aide des capitaux étrangers. Mais en admettant que les capitaux français soient désintéressés, puisqu'ils ne peuvent être prépondérants, pourquoi l'Algérie envisagerait-elle, aujourd'hui, une association de type particulier avec la France ? Cette association contredirait ses intérêts économiques et compromettrait, c'est l'évidence, son indépendance politique.

Sans doute G. Martinet envisage-t-il, par opposition à la « fédération » d'inspiration néocolonialiste, « une communauté inspirée par le socialisme », comme il l'explique ailleurs. « Elle ne s'opposerait pas, dit-il, à la constitution de véritables fédérations internes (Moghreb, Afrique Noire) ». Mais internes dans quoi ? dans quel ensemble ? Il s'agit bien là de « liens particuliers », et qu'ils soient particulièrement socialistes ne les empêchera pas, au commencement, d'être de dépendance : « ... Les rapports qui peuvent exister entre des pays connaissant des niveaux de production différents, explique Martinet, sont, de toutes manières, des rapports antagonistes ». Pour qu'ils soient d'égalité, il faudrait donc qu'ils s'établissent entre une France socialiste et une Algérie socialiste con-

(Suite en page 9)

# "Je reviens de Tanger"

De notre envoyé spécial Victor MALKA

La prospérité, l'essor et la joie de Tanger ne sont plus. Ils faisaient de cette ville une des plus belles du royaume. Les touristes sont aujourd'hui peu nombreux et le Tanger polymorphe bat à un rythme ralenti. Les affaires jadis florissantes traînent et le désenchantement règne sur le monde du commerce.

Le temps n'est plus où, à sa descente de voiture, l'étranger remarquait immédiatement la débordante activité du Tanger prospère et grouillant. Aujourd'hui ce que le voyageur observe c'est un Tanger qui se meurt, un Tanger qui se peuple de chômeurs et d'aigris. Une ville où souffle déjà un vent de malaise et de rancœur.

Je me suis entretenu dans le cadre d'une enquête sur le commerce à Tanger avec diverses personnalités du monde économique. Tous mes interlocuteurs, à tort ou à raison souhaitent voir leur ville jouer dans un proche avenir d'un régime à part, d'un statut de cité marginale comme si sa survie n'était qu'à ce prix. La crise commerciale est très aiguë, et elle se fait d'autant plus sentir que les Tangérois étaient habitués à la prospérité et à un essor économique exceptionnel.

Alors ils espèrent, ils espèrent que nos gouvernants doteront Tanger d'un régime nouveau qui en fait ne sera qu'un succédané du statut aboli c'est-à-dire qui leur accordera les mêmes facilités, et les mêmes bénédictions que par le passé.

M. Abitbol, Président de la Chambre de Commerce de Tanger est un homme qui approche de la cinquantaine. Il est d'une activité débordante. C'est un passionné de sa ville, qu'il aime et qu'il défend avec courage, lucidité et opiniâtreté. C'est avec fougue que M. Abitbol me parle de la situation économique à Tanger.

Effectivement le commerce tangérois traverse une crise que nous espérons passer mais dont les conséquences, je vous le dis tout de suite, ont été pour beaucoup désastreuses (nombreuses faillites). Tous les secteurs touchant la construction sont pour le

moment au point mort et cela ne va pas sans provoquer une émigration d'ouvriers spécialisés vers les pays de l'Europe. Parmi lesquels des architectes, des mécaniciens, des ébénistes, des électriciens, des maçons etc...

— Mais quelles sont les causes de cette crise à votre avis Monsieur le Président ?

— Je crois qu'il faut en premier lieu citer l'arrêt total de la construction.

Une autre raison non moins importante est l'élévation des tarifs des droits de douane. Nous sommes placés entre Ceuta et Gibraltar, deux « ports francs » et non seulement les étrangers vont s'y ravitailler mais aussi les Tangérois. Aussi ne suis-je pas sûr que le gouvernement marocain qui a augmenté les droits de douane ait pour autant augmenté le chiffre de ses recettes. Je crois que c'est le contraire qui s'est produit.

— Comment selon vous, remédier à un tel état de choses ?

— 1° Encourager la construction par des mesures de gouvernement (exonération d'impôts, facilités accordées aux investissements, protection contre les mauvais locataires etc...). L'activité dans la construction entrainera, vous le savez, de multiples activités dans d'autres métiers. Cela fait vivre tout le monde.

2° Il est aussi de la plus haute importance pour notre commerce que soit permise la circulation des marchandises entre Tanger et le reste du Royaume. A l'heure où le gouvernement étudie le texte de la mise en application de la « Charte Royale » il est souhaitable que soit trouvée une formule rendant assez souples les formalités de circulation entre Tanger et le reste du Maroc. A titre d'exemple de formalités stupides à remplir à l'heure actuelle, je vous dirai que le pétrole destiné à Larache est débarqué à Tanger. Pour que ce pétrole prenne la route de Larache il faut attendre une licence de Tanger et une autre licence de l'amalat de Tétouan. Il arrive que les autorisations ne soient délivrées qu'après

6 jours d'attente. En cas de grande pénurie Larache reste sans ravitaillement de pétrole. A mon avis, dans un cas pareil, une seule formalité suffirait : une licence délivrée par l'amalat de Tanger. Tétouan n'a pas à intervenir.

— Que pensez-vous de l'avenir de Tanger ?

— J'ai beaucoup de confiance dans l'avenir de Tanger et du Maroc. J'espère que la sagesse arrivera à triompher. J'aurais souhaité cependant pour ma part que nos gouvernants « n'oublient » pas Tanger. Ils devraient en outre mettre à profit l'expérience de plusieurs personnalités tangéroises qui connaissent à fond l'économie tangéroise et qui ne demandent qu'à être utiles au pays.

Si Mohamed B... est commerçant, il est très inquiet. Il ouvre tous les jours de la semaine pour arriver me dit-il à faire des recettes de misère. La discussion roule sur l'état de santé du commerce tangérois.

— Au train où vont les choses je crois que la plupart des petits commerçants du « Socco chico » par exemple seront obligés de fermer leurs portes. La vie a augmenté d'une façon inimaginable et le pouvoir d'achat a diminué. Les touristes n'ont pas été nombreux cette année, or Tanger ne vit que par les touristes.

Mais nous pourrions supporter tout cela si au moins on ne nous isolait pas du reste du Maroc et si la circulation des marchandises était permise entre la zone nord et la zone sud. Si notre ville continuait à ce rythme, il n'y a pas de doute que la catastrophe est au bout du chemin.

Pour terminer enfin cette enquête dont je vous livre ici l'essentiel, je cède la parole à un éminent homme de lettres qui est aussi un homme d'affaires et dont la déclaration rejoint d'ailleurs les conclusions du professeur Carlos de Nesry publiées dans ces colonnes :

— Il faudrait trouver un compromis entre le statut spécial et l'intégration. Statut spécial : régi-

me fiscal à part, régime financier à part, liberté des monnaies d'importation et d'exportation sans oublier un régime douanier à part. L'application à Tanger des mêmes tarifs douaniers que dans le reste du Maroc n'a fait qu'aggraver la crise et amener une hausse des prix difficilement supportable dans une ville où les prix et les salaires étaient généralement à un niveau plus bas que dans la zone sud.

Compromis avec une sorte d'intégration : Il faudrait permettre aux marchandises de circuler librement entre Tanger et le reste du Maroc. Il faudrait naturellement trouver la formule pour que le décalage provenant de régimes douaniers différents ne porte pas atteinte à l'équilibre économique du Maroc. Mais en tout cas le problème de Tanger reste entier. Telle qu'elle est actuellement, la Charte accordée à cette ville, ne résout pas les difficultés dans lesquelles se débat Tanger. Des compléments et des accessoires juridiques sont nécessaires et deviennent de plus en plus impérieux pour accommoder la Charte aux réalités profondes de l'économie tangéroise.

Je me suis encore promené dans différents souks de Tanger. J'ai interrogé les bijoutiers, les marchands de bas, de stylos ; j'ai posé la question à des commerçants de différentes nationalités : les uns chinois, les autres espagnols, d'autres italiens ; j'ai posé la question à des banquiers, à des fonctionnaires : comment va Tanger ?

La réponse a été une : Tanger va mal. La Charte n'a rien résolu. Elle a plutôt compliqué la situation.

Nous avons prévu d'ailleurs cette situation et nous restons comme nous l'étions partisans de l'intégration complète de Tanger dans le Maroc parce que cette intégration permettra à cette ville de profiter de l'activité générale du pays comme elle permettra au Maroc de profiter des dispositions favorables de Tanger.

Puisse les responsables écouter les doléances qui se lèvent de toutes parts et sauver Tanger de l'agonie.

## UN NEOCOLONIALISME DE GAUCHE

(Suite de la page 8)

naissant un même niveau de développement. La France est-elle déjà socialisée, l'Algérie, déjà libre et industrialisée ?

« L'avenir (socialiste) des relations algéro-françaises » est singulièrement lointain, et il ne justifie pas, en tout cas, la thèse du compromis rapproché. Si cet avenir ne préoccupe pas, au premier chef, les dirigeants F.L.N., ce n'est point, comme le prétend G. Martinet, qu'ils « trichent » avec les faits, ni qu'ils les esquivent ; mais d'autres

faits, plus impérieux, et autrement présents, les sollicitent ; les affronter, tenir bon, c'est préserver, justement, un avenir qu'il est vain de rêver socialiste et d'égalité si l'on compromet aujourd'hui ses chances de réalisation : il faut que l'Algérie, d'abord, soit indépendante, l'indépendance est la condition nécessaire de sa socialisation. Objectivement, et quelle que soit la pureté de ses intentions, la position de la gauche française, utopique et sans rapport avec les faits, s'inscrit dans une perspective néocolonialiste.

### Le parti-pris des faits

G. Martinet reconnaît lui-même que la gauche neutraliste pose le problème algérien « dans un certain contexte politique », c'est-à-dire qu'elle est amenée « à tenir compte des autres courants... (y compris des courants influencés par le néocolonialisme) ». Cette évidence ne se trouve nullement contredite, ni légitimée par « l'évidence » suivante : «...Les tendances progressistes existant au sein du F.L.N. doivent composer avec des tendances qui le sont beaucoup moins ». Le parallèle est faux, parce que toutes les

tendances existant au sein du F.L.N. poursuivent un même objectif, l'indépendance de l'Algérie, alors que cette indépendance n'est nullement l'objectif commun de tous les courants existant au sein de la gauche française. G. Martinet le constatait lui-même, lorsqu'il écrivait : «...Beaucoup de militants (de gauche) pensaient — et pensent encore — que ce qui peut arriver de mieux à l'Arabe de Constantine ou au Noir de Bamako, c'est de devenir un citoyen français comme les autres, et que le seul obstacle à cette « assimila-

tion » vient de la résistance des colons européens ».

Sans doute, G. Martinet et ses compagnons ne le pensent-ils pas ; mais en s'associant à tous les autres, combien plus nombreux, qui le pensent, en tenant compte de leur vieux ou néocolonialisme, ils ne l'affaiblissent pas. Ils entretiennent l'équivoque, ils compromettent, finalement, les principes mêmes de leur action. Leur position actuelle le manifeste clairement : être favorable, aujourd'hui, « à un compromis rapproché », c'est favoriser le rapprochement compromettant les objectifs majeurs de la Révolution Algérienne.

En prétendant démontrer le contraire, l'OBSERVATEUR n'ajuste pas aux faits son raisonnement : il invoque « le rapport des forces » (?) Mais la situation militaire, qui ne s'est pas pétrifiée dans une sorte d'équilibre intemporel, évolue, ne peut qu'évoluer en faveur des Algériens. Il avance les difficultés économiques ? Mais elles trouveront, en dehors de l'aide française s'il le faut, les solutions adéquates.

Il néglige, par contre, d'autres faits d'importance première, et celui-là d'abord, que le conflit algérien n'est déjà

plus une affaire franco-algérienne, et que sa seule prolongation, en dehors de toute « véritable victoire », signifie déjà la défaite de la France. « Si... la guerre s'aggrave encore, comme il est probable, en 1958, écrivait C. Bourdet, il faudrait craindre qu'un jour la France ne se trouve devant une internationalisation véritable de l'affaire ». L'offre des bons offices tuniso-marocains menaçait au conflit une issue encore honorable pour la France, déjà acceptable pour les Algériens. En repoussant cette offre, en choisissant la guerre et en hypothéquant, pour la poursuivre et la financer, sa propre indépendance, la France la première — le F.L.N. avait accepté les propositions moghrébines — compromet « l'avenir des relations algéro-françaises ».

Une paix rapprochée est donc hautement souhaitable, mais c'est d'abord dans l'intérêt de la France. Les Algériens n'ont rien à perdre à la prolongation de la guerre. Encore faut-il préciser de quel côté se trouvent les extrémistes, ceux qui trichent avec les faits, et qui esquivent les évidences. La gauche française manquera-t-elle à ce point de clairvoyance et de courage ?

EL MOUGHTAFI SFAXI

# Pourquoi (pas) des philosophes ?



« critique » de l'anti-philosophe. « Ce livre dangereux », comme l'on a dit, « cette bombe » n'est qu'un méchant pétard. Pourquoi les gens sérieux se méprirent-ils à ce point sur ses vertus ?

Par l'objet même de son attaque, J.F. Revel se ménageait un succès facile. La philosophie a mauvaise réputation, dans la mesure, peut-être, où ses détracteurs habituels ont mauvaise conscience. « Ça ne sert à rien, c'est du bavardage », voilà qui dispense les honnêtes gens de réfléchir plus avant, et transforme en évidences sensées les préjugés de leur paresse ou de leur ignorance. Lorsqu'un philosophe de métier les reprend à son compte, qu'il leur octroie un semblant de statut philosophique, les certifie conformes à la Vérité, comment ne pas l'applaudir, et se féliciter ?

## UNE RÉFLEXION DESINCARNÉE

Revel reproche d'abord aux philosophes la « technicité » de leur langage, qu'il juge illégitime et mal fondée. Certes, un physicien, un chimiste usent d'une terminologie spéciale, que la complexité même de leur science, et son enrichissement continu rendent indispensables. Mais la philosophie n'est pas une science, il n'y a pas une philosophie, avec un objet propre et des méthodes singulières, mais de multiples systèmes philosophiques, qui possèdent chacun leur « jargon » et leur technique. Et puisque la réflexion philosophique, « avant d'être autre chose (que la simple réflexion), commence par être — ou par être capable d'être — la même chose en plus difficile », il faut « que les profanes ne sachent une fois pour toutes » : il n'existe pas de technique, pas de vocabulaire philosophiques. Il n'y a donc pas d'« incompetence philosophique », la philosophie ne consiste pas dans l'étude spécialisée de certaines questions, ce devrait être, au contraire, l'approfondissement de toute question quelle qu'elle soit. Ce ne l'est pas et, « en fermant la porte à l'interlocuteur ingénu, demande l'auteur, la philosophie ne se renie-t-elle pas elle-même ? ».

Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner de plus près le vocabulaire prétendu philosophique. On s'aperçoit vite que les mêmes mots n'ont pas toujours le même sens, qu'ils doivent, chaque fois, être redéfinis, réajustés à la doctrine qu'ils explicitent. N'est-ce pas la preuve que la philosophie n'est plus qu'un jeu de mots, une construction abstraite ? Si chaque terme a de multiples acceptions, c'est que les philosophes, depuis trois siècles, ne raisonnent plus que sur des mots, qu'ils échafaudent leurs systèmes dans le seul prolongement des systèmes antérieurs, c'est qu'ils vont déterrer, dans ces doctrines révolues, les thèmes d'une réflexion purement formelle et scolastique.

Depuis Descartes, poursuit Revel, la philosophie s'est chaque fois recommencée à partir de la philosophie, les doctrines nouvelles se sont élaborées à partir des anciennes, de leurs contradictions, de leurs insuffisances. La philosophie s'est abstraite, peu à peu, du monde des hommes, il ne s'agissait plus, pour le philosophe, de refaire toute la philosophie, comme si elle n'avait jamais existé, en fonction d'une situation, d'une existence toujours nouvelle, originale, problématique, mais simplement de philosopher par rapport à des systèmes passés et dépassés. Ainsi s'est-elle sclérosée, vidée, mise hors jeu, ainsi a-t-elle perdu toute efficacité tout « mordant » sur la réalité concrète.

## UNE PUISSANCE D'ILLUSION

De cette sclérose, la tradition universitaire française est en grande partie responsable. Dans le chapitre où, il l'attaque, et qui est le meilleur du livre, le moins contestable, le plus brillant, Revel dénonce à juste titre « la tradition de l'arrivisme et du gagne-pain », caractéristique de la philosophie sorbonnarde du 19<sup>ème</sup> siècle. « A l'époque où la philosophie dans le monde

philosophie sous lequel se perpétuent les deux puissances d'illusions dont toute la pensée moderne a précisément tendu et réussi, dans les autres domaines de la vie intellectuelle, à affranchir l'esprit humain : la religion et la rhétorique ».

## UNE EXECUTION SOMMAIRE

Conclusion ? A vrai dire, l'auteur retrouve, dans ses dernières pages, le postulat dont il est parti. Son jugement dernier n'est nullement l'aboutissement logique, cohérent, d'une démonstration qui, en fait, est inexistant ; c'est le préjugé même, implicite, qui informe sa critique, et qu'il dévoile, combien maladroitement, en terminant. Rien, dans son exposé, n'autorise cette conclusion, qui constitue un bel exemple d'arbitraire « philosophique » : Revel s'attaque principalement à la philosophie universitaire, « A quoi bon des philosophes ? Ou, du moins, ces philosophes... », il vitupère brusquement dénonce l'autre philosophie et condamne, d'un même jugement, d'un même préjugé, toute la philosophie : il y a là un saut, une coupure, un court-circuit, comme l'on veut, il n'y a pas de déduction, mais introduction, à la sauvette, d'une conviction hors-

niir au cœur de cette tradition même... La philosophie ne peut avoir pour point de départ les contradictions des systèmes antérieurs qu'à condition d'en lier l'examen à une interrogation originale et réellement actuelle ».

Il faut dire, en effet, que la philosophie, c'est d'abord une réflexion sur le donné actuel, vécu, que tout — « une anecdote, une rencontre, un fait divers, une opinion, un détail technique, un cas de morale pratique » — tout est susceptible d'un élargissement philosophique et que « la philosophie, c'est d'abord ça ». Mais la philosophie, non pas celle des faiseurs de manuels, — l'autre, — fut-elle jamais autre chose ? Le système, que Revel incrimine systématiquement, n'est jamais premier, il constitue une réponse, philosophe — à une question, à un ensemble de questions, dont il a pour lui-même, éprouvé l'urgence à un certain moment de son existence. GUSDORF écrit très justement : « Comme l'œuvre d'art ou de littérature, l'œuvre de philosophie est un moment d'une vie, reflet ou contre-partie, question ou réponse. Sa signification, quelle qu'elle soit, naît de son rapport à une situation vécue ; elle vise à rétablir un équilibre. La philosophie n'est pas un exercice seulement intellectuel, un jeu d'esprit gratuit en dehors de la vie, mais une œuvre d'édification, au plein sens du terme, l'entreprise d'une sagesse active qui veut, parmi les influences contradictoires, se dessiner comme ligne de force et ligne de vie ».

Il est vrai que d'ordinaire les maîtres de philosophie, par paresse ou crétinisme, suivent plutôt la ligne officielle, qui n'est pas de force ni de vie, mais de bêtise et d'ennui : on récite un programme, on apprend les grands mots, les grands mots, on se demande encore, avec le plus grand sérieux, si je suis triste, parce que je pleure, ou si je pleure parce que je suis triste. Revel, là encore, a raison : l'enseignement de la philosophie a très besoin d'être réanimé, la psychologie, dé-généralisée, l'histoire de la philosophie, humanisée et, en un certain sens, dramatisée : derrière ces mots, ces systèmes, au-delà des concepts, il y a des hommes, leurs questions, leurs réponses.

Pour rappeler aux philosophes ces évidences, convenait-il, cependant, de fulminer, à tort et à travers, contre tout et rien, et d'ajouter ce désordre des esprits ? Que sa dénonciation des faux prophètes serait plus pertinente, si l'auteur ne les contondait pas, dans une même fureur, avec les vrais dieux ! Car n'est-ce pas leur malfoissance, et pour la plus grande gloire de la philosophie, que Revel veut finalement démasquer ? Il ne faut pas s'y tromper : ce rejet brutal, furieux, de toute philosophie s'inspire d'une rare ferveur philosopharde. On l'a dit des anti-cléricaux : leur acharnement est en proportion inverse de leur attachement. On le dirait aussi justement de J.F. Revel et de ses saintes colères. Mais qu'il prenne garde : si la philosophie n'est pas, ne doit pas être un « succédané de la religion », il semble bien qu'elle le soit encore pour lui. L'auteur, comme l'on voit, est un excellent philosophe.

J.F. REVEL,  
Pourquoi des Philosophes (Julliard)

par Maurice MASCHINO

c'est Hegel, Kierkegaard, Marx, Nietzsche, nous, nous avons un mouvement de pensée qui jaillit avec Cousin et Comte, se développe avec Cournot et Renouvier, s'affirme avec Ravaisson et Boutroux, s'épanouit avec Lachelier et Ollier-Laprune. C'est un cimetière de lieux communs, le chemin de croix de la platitude... Il unit... des personnages qui, pour la plupart, n'auraient jamais fait de philosophie si l'Université n'avait pas existé ». Et l'auteur de s'en prendre alors au cycle actuel des études philosophiques, à leur insupportable, de dénoncer les nihileries que doit « encaisser » l'apprenti-philosophe.

Revel passe ensuite en revue les sciences annexes de la philosophie, psychologie, esthétique, sociologie, auxquelles il refuse également tout caractère scientifique. Ce qu'elles ont de valable proviendrait des disciplines, rigoureuses celles-là, sur lesquelles elles s'appuient : médecine, physiologie, neurologie. Et l'auteur éreinte avec la même vigueur les sociologues, les psychologues de profession : « (Le psychologue) ne se demande plus si, en remontant la rue Soufflot, en perçoit séparément ou globalement les colonnes du Panthéon... Désormais, il décrit des structures de conscience relative à sa petite amie absente, à ses dettes de jeu, à son camarade impuissant ou alcoolique ». Pour s'être modernisée, la psychologie est-elle plus vraie ? Non, répond l'auteur, car les exemples, bien que différents restent livresques, au service d'un système, ou de principes généraux vides et erronés.

Alors, puisque « la philosophie n'est plus qu'un mélange de considérations douteuses... sur la base de connaissances partielles et vagues » puisque les disciplines philosophiques n'ont de rigoureux que leurs composantes extra-philosophiques, pourquoi, en effet, des philosophes ? La mes- que pour les fouiller et parve-

sujet. Revel reproche à Heidegger ses tours de passe-passe étymologiques ; il abuse, lui, des pirouettes homonymiques.

Son pamphlet, en outre, abonde en jugements péremptores, en assertions téméraires, rien n'est développé, démontré, tout est effleuré, exécuté à la juge-vite, désordonné à l'excès. C'est un exercice de voltige, une jonglerie verbale, souvent brillante, rarement probante. Par exemple, Revel déclare qu'« un système philosophique n'est pas fait pour être compris ; il est fait pour faire comprendre » ; mais il ne réussit à faire comprendre que dans la mesure où il est compris, où il se comprend, il n'y a pas opposition, ces deux moments, au contraire, sont complémentaires. Par exemple encore, Revel cénie à la philosophie toute espèce d'influence sur la littérature contemporaine ; mais l'influence, inverse, de la littérature sur la philosophie ne s'explique, justement, que par la présence, dans cette littérature, d'une certaine philosophie. On retrouve ici l'équivoque : de quelle philosophie s'agit-il ? L'auteur fonce, s'arrête, virevolte, incrimine, embrouille, accuse, excuse, pourfend — il ne démontre pas. Il est partial toujours, inique souvent, incohérent parfois.

Mais s'il ne se gêne pas avec les auteurs, et pour la partie exécutée sommairement le tout, il serait injuste de rejeter sans nuances toutes ses critiques et de confondre, à sa façon, l'injustice des uns et la justesse des autres.

## UN EXCELLENT PHILOSOPHE

Ainsi, Revel a mille fois raison de dénoncer l'esprit de système — Kierkegaard l'a déjà fait, mais le vrai philosophe ne doit-il pas refaire toute la philosophie ? — et d'écrire : « Les problèmes que transmet une tradition philosophique sont seconds, et on ne doit en reprendre les termes, en effet, des philosophes ? La mes- que pour les fouiller et parve-

## UNE MANCHE ET LA BELLE

Scénario tiré d'un roman policier de J.H. Chase, auteur « noir » à succès. Film français d'H. Verneuil, « digest » de tous les poncifs du genre, « exalté » par le cadre de la Côte d'Azur. Luxure, soleil, stupeur, sang et passion. Le jeune-et-bel-employé-de-banque Henri Vidal épouse la riche-veuve-sur le retour mais bien conservée Isa Miranda.

Dans le palais Miranda : le hall et les colonnes marbrées, le grand escalier. Là, la jolie secrétaire de Mme Vidal, Mylène Demongeot.

Croisière en yacht : boiserie d'acajou, l'inévitable steward chinois, petit déjeuner plantureux sur un plateau d'argent. Puis Venise. Ballet Henri-Mylène. L'originale promenade nocturne en gondole rideaux tirés. Elle, vaporeuse, peau satinée, narines palpitantes, cheveux légèrement décoiffés. Lui, transi, amoureux pressé. Les eaux du canal font miroiter les lueurs des esquifs...

Retour sur la côte. Isa subodore Mylène et Henri. Conciliabules. Colloques. Supputations. Suspense. Isa et sa longue « Ford » disparaissent dans le précipice. Crime parfait. Danse autour du magot.

Henri et Mylène se marieront-ils ? Le crime ne paie pas. Ne peut pas payer. La morale est sauve.

Et dans le décor d'un pavillon d'été, par une chaude après-midi, les deux amants se distribuent la mort et agonisent...

Qu'apporte donc ce film ? Une évasion ? Oui, si évasion signifie banalité dans le factice.

Rien de nouveau, ni dans la technique cinématographique, ni dans l'exposé du récit. On nous projette des images, mille fois déjà vues ailleurs.

Reste l'interprétation. Henri Vidal pour une fois dit souvent juste. Isa Miranda joue courageusement et à son avantage le personnage d'une femme de son âge. Mylène Demongeot, petit animal pervers, expose généreusement ses appâts, assumant ainsi une prestigieuse relève pour le cinéma français, depuis que Martine Carol et Brigitte Bardot devenant des « intellectuelles », se découvrent de moins en moins.

A quand les réactions du public pour réclamer du cinéma une production d'art valable et réelle ?

Car en somme, par indifférence ou par bêtise nous constituons une clientèle, rentable, encourageante, pour les super-navets qu'ils soient roses ou noirs.

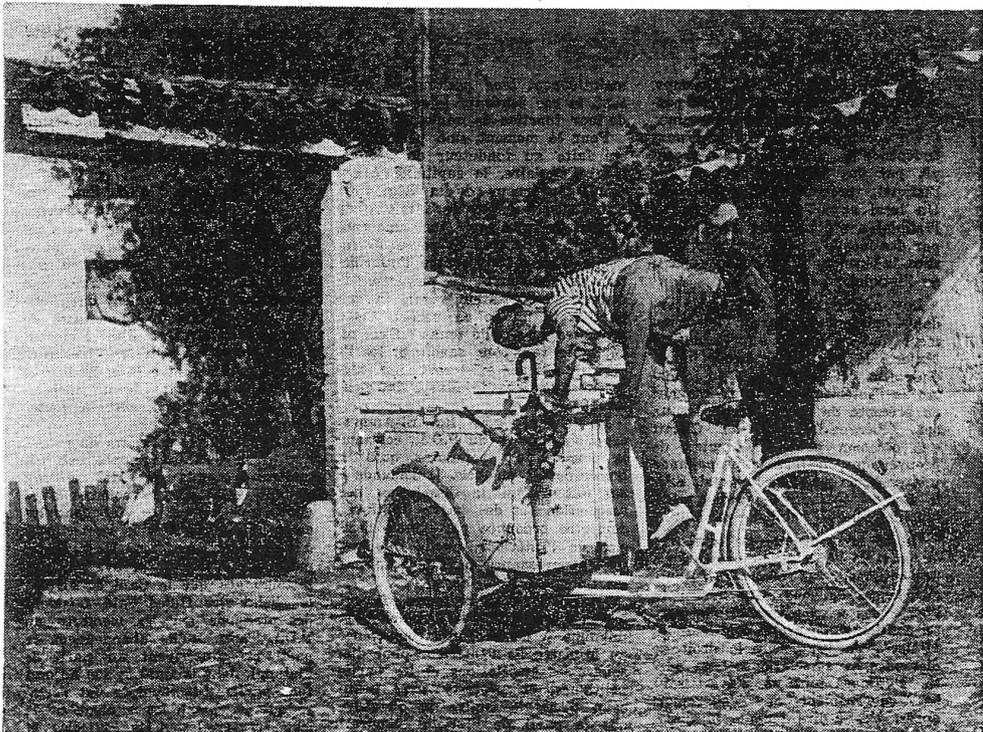
FARIDA

### « Démocratie »

Directeur : M. CHERKAoui  
65, Bd Danton - Casablanca  
Téléphone : 537-85 et la suite  
Adr Tél.: Démocratie Casablanca

ABONNEMENTS :  
1 an ..... 1.500 frs  
6 mois ..... 750 frs  
3 mois ..... 400 frs  
C.C.P. Rabat 883-83

Imprimerie AMAL, 65, Bd Danton



Darry Cowl, la nouvelle vedette comique du cinéma français.

Dary Cowl est, à dire vrai plus qu'un acteur, c'est un phénomène comique, un phénomène à la manière de Danay Koye voire de Charlie Chaplin — encore qu'il y ait des différences entre les deux comédiens. — C'est pourquoi Darry Cowl a besoin d'un style cinématographique « adapté à son genre » ; il ne peut évoluer avec aisance que dans une certaine atmosphère et il va sans dire que tous les rôles ne sont pas faits pour l'intéresser.

C'est ce que Jack Pinoteau semble avoir compris. Après nous avoir pré-

senté Darry Cowl, « Ami de la famille » Jack Pinoteau l'a « juché » cette fois sur un triporteur qui roule allègrement sur les routes de la Nationale 7.

Dans le village d'Antoine, un match de football est un événement d'importance, n'en déplaise au boulanger Mouillefarine. Tout le village est en effervescence, dans l'attente du résultat. Le match terminé les commentaires vont bon train. Mais une victoire et surtout une victoire qui permet à l'équipe de se classer à la finale de la coupe cela se fête et comme il se doit.

La joie éclate sur tous les visages et qu'importe que l'automobiliste verse son essence, qu'importe la pièce montée des nouveaux mariés puisque l'équipe locale est victorieuse.

Pour Antoine cependant la meilleure façon de fêter la victoire c'est de se rendre à Nice en triporteur pour y assister à la grande finale de la Coupe. Enragé de football il a juré d'aller voir le match coûte que coûte. Mais sur la Nationale 7 les gendarmes sont intransigeants et puis... la loi c'est la loi.

Antoine cependant a plus d'une corde à son arc. Si les gendarmes lui demandent quel est son métier, il dira qu'il est supporter de l'équipe locale et qu'il se rend à Nice pour l'encourager de ses clameurs et de ses pitreries. Et ce voyage — trop court à mon gré — sur la Nationale 7, sur le « plus gentil des triporteurs » donne lieu à des scènes admirables. L'humour est roi. Le pittoresque y est. Il y a même, sur cette même Nationale 7, d'assez jolies baigneuses et rien n'y manque en fin de compte pour créer une atmosphère de joie, un climat de gaieté, de jeunesse et de sympathie.

Sans doute ce triporteur auquel on fait subir une opération chirurgicale n'est pas sans défauts et l'on aurait pu mettre plus de soin dans les rôles des personnages secondaires de cette légère comédie. Aussi bien Popeline que Marceline sont traités avec trop de négligence. Ce n'est pourtant pas le talent qui leur manque.

Mais à côté de cela quel « déferlement de gags » ! Que de mots d'esprit et que de situations comiques ! Le rire est irrésistible, un rire par ailleurs bon enfant et sain. Je pense encore à cette scène — où éclate véritablement le talent de Darry Cowl... où Antoine, en mal de triporteur, le sien étant complètement démantibulé, s'improvise « chirurgien » et empruntant des gants de caoutchouc « des hommes en blancs » fait subir à son véhicule une pseudo-opération chirurgicale.

Pour tout dire, ce film est au-dessus de la moyenne et mérite d'être vu.

Victor MALKA.

## Le spécialiste et l'innocent

Les articles publiés par M. Duverger dans le « Monde » à la suite d'un de ses voyages au Maroc ont suggéré les réflexions suivantes à un jeune français.

Mon ami Athanase qui revient du Maroc a publié, comme tout le monde, ses impressions de voyage.

J'ai lu son reportage ; je l'ai trouvé curieux mais réellement distrayant bien que la matière en fut diablement grave. Nous en avons discuté ferme car je suis moins intelligent qu'Athanase et j'ai beaucoup à apprendre.

— Le Maroc, vois-tu, est politiquement très original. Ce n'est pas le régime du parti unique comme chez Bourguiba, c'est plutôt celui du parti « dominant » comme dans l'Inde.

— Je comprends (les subtilités d'Athanase m'étonnent toujours mais je ne le montre pas...). Alors, au Maroc, si un parti d'opposition s'implante dans une région — ou une ville en l'occurrence — il pourra mener librement son expérience comme au Kérala (Inde) ?

— Mais non ! voyons... nous n'en sommes pas là. Quoique le Maroc soit presque une monarchie constitutionnelle à l'image de l'Angleterre et du Danemark...

— ...où le gouvernement est choisi par le peuple.

— Patience : ce n'est pas comme en Tunisie l'ai-je dit. Il y a toutefois un cabinet qui ressemble à un ministère parlementaire.

— ...sans Parlement. C'est bien cela que tu appelles « un triomphe d'ingénierie technique » ?

— Mais le parti qui gouverne actuellement partage les pouvoirs...

— ...avec les autres mouvements nationaux ?

— Pas exactement... il partage le pouvoir entre ses propres membres importants. D'ailleurs il est puissant ce parti, il gagnerait à tout coup en cas d'élections !

— Tu parles s'il doit les préparer avec hâte ces élections !

— « Festina lente » : avec une lente hâte. C'est mieux, et plus sûr.

— Très juste. Comme dirait le Maréchal Juin et les juristes de gauche : notre démocratie n'est pas faite pour les peuples jeunes, ce « monde » étrange.

— En tous cas il n'est pas question de parler d'oppression ni de tortures...

— ...comme dirait Quyès, Benmoussa ou Bengueddour.

— Pourtant le Maroc, sache-le bien, a une tradition démocratique profonde...

— ...qu'on n'arrive plus à déterrer.

p.c.c. B. AULAS

## Les Libertés Publiques menacées

Rabat a été, ces derniers temps, le théâtre d'événements qui ont passionné l'opinion publique marocaine. Un local du parti des Libéraux-Indépendants a été brûlé et saccagé, par des membres du parti de l'Istiqlal, prétendant les Libéraux. Un local appartenant au parti de l'Istiqlal a été brûlé et saccagé, — par des membres du parti des Libéraux-Indépendants, prétend le parti de l'Istiqlal.

Les ministres Libéraux-Indépendants qui font partie, du Gouvernement ont protesté auprès de Sa Majesté le Roi qui a donné immédiatement des instructions au Ministre de l'Intérieur pour faire rouvrir, en présence de la police, les locaux des Libéraux-Indépendants. C'était une occasion pour ces derniers de prouver que, malgré la propagande intéressée du parti de l'Istiqlal, S.M. le Roi est toujours le gardien vigilant des libertés publiques au Maroc.

On se souvient que les ministres du parti de l'Istiqlal ont présenté au Gouvernement un projet de Dahir par lequel ils voudraient limiter la liberté des associations et des partis politiques. Ce projet donnerait au Ministre de l'Intérieur le droit de dissoudre les associations et les partis politiques tout en n'avertissant le Gouvernement que deux mois après, c'est-à-dire lorsque la dissolution de ces associations ou de ces partis serait chose consommée, leurs biens dilapidés, leurs membres emprisonnés...

Le Président Bekkai s'est opposé, ainsi que les Libéraux-Indépendants, à ce projet qui reflète chez ses auteurs une tendance fâcheuse à instaurer dans ce pays une dictature comparable à celle des Contrôleurs Civils et des Résidents généraux du temps du Protectorat.

Tout les démocrates et tous les amis de la démocratie souhaitent vivement que le Président Bekkai et les ministres Libéraux-Indépendants

maintiennent leur position et refusent, le cas échéant, de se démettre de leur fonction de ministre.

Pour le moment, une promesse a été faite au fondateur du Mouvement Populaire, le capitaine Ahardane, gouverneur de la Région de Rabat destitué par le Ministre de l'Intérieur pour avoir tenu une conférence de presse, au cours de laquelle il protestait contre l'interdiction de son parti, — promesse de donner l'autorisation légale à son parti à la fin de ce mois-ci. Cette promesse sera-t-elle tenue ? C'est un véritable test pour savoir si les libertés publiques existeront ou n'existeront pas dans le Maroc indépendant.

Le journal « Er Rai El-Amm », organe quotidien du P.D.I., continue la consultation populaire qu'il a lancée depuis un mois. Il demande à ses lecteurs, si la dissolution des associations et des partis politiques doit être ordonnée par simple décision de l'Intérieur, quelle que soit son appartenance politique, ou par les tribunaux judiciaires.

Des milliers de réponses affluent à notre rédaction et le public est unanime à dénier toute compétence au Ministre de l'Intérieur pour dissoudre les associations et les partis politiques, et proteste avec beaucoup d'énergie contre la dictature que le parti de l'Istiqlal voudrait instaurer au Maroc.

« Que le Gouvernement marocain se préoccupe donc de la crise économique qui sévit actuellement dans notre pays, — écrit un de nos lecteurs, — qu'il donne du pain aux milliers de chômeurs qui ont faim, qu'il aide effectivement nos frères algériens qui tombent sur les champs de bataille afin de libérer leur patrie, qu'il demande officiellement l'évacuation des troupes étrangères du Maroc et la disparition des bases américaines avant de s'occuper des moyens propres à subjuguier le peuple... »

## Des Inscriptions sur les Murs

A la suite de la querelle entre les Libéraux-Indépendants et le parti de l'Istiqlal, des inscriptions ont apparu sur les murs de la ville de Rabat et se sont propagées dans les autres grandes villes du Maroc.

Ces inscriptions insultantes apposées par des mains criminelles paraissent être inspirées par le dépit éprouvé par certains de ne pas voir leurs désirs devenir des réalités. D'aucuns voudraient accuser une

main algérienne ou communiste et même de la Résistance d'avoir procédé à ces inscriptions...

Quoiqu'il en soit, tous les Marocains intéressés à l'instauration d'une véritable démocratie sous l'égide d'un roi constitutionnel, sont unanimes à réprocher de pareils procédés qui ne peuvent qu'augmenter le trouble dans les esprits et inciter aux désordres.

## Crise Ministérielle ?

Il est toujours question d'une crise qui sévirait au sein du Gouvernement, précisément en raison du projet de loi sur les libertés publiques. Les milieux de l'Istiqlal intrigueraient pour « caser » le Président Bekkai soit à la direction des Phosphates, soit comme Ministre Conseiller de la Couronne à la place de M. El Youssi. Or pour qui connaît le caractère et la personnalité du Président Bekkai pareille « affectation » ne lui serait pas. Mais quel serait

alors le sort du Ministre Lyoussi qui a perdu son poste de Ministre de l'Intérieur à la suite d'attaques violentes dirigées contre lui par le parti de l'Istiqlal ? — Il semble que S.M. le Roi ne voudrait pas encore perdre ce fidèle partisan qui a une influence certaine parmi les habitants de l'Atlas. Il est difficile de prévoir les conséquences qu'auraient de tels changements sur les habitants de la campagne marocaine.

## Un Procès Passionnant

Samedi 11 janvier eut lieu devant le Tribunal Régional de Casablanca statuant comme Tribunal d'Appel, le procès de 26 membres du P.D.I. qui ont été condamnés le 23 octobre 1957 par le Caïd des Ouled Saïd, dans la Région de Settât, à des peines allant de six mois à deux ans de prison.

À la tête des inculpés était notre camarade Ben Najah, résistant no-

toire, qui a maintes fois connu les geôles du régime colonialiste.

Les inculpés étaient accusés de pires crimes : rébellion, association de malfaiteurs, trouble à l'ordre public...

Six avocats et défenseurs agréés ont défendu les inculpés appelants, ayant à leur tête Maître Abdelkader Benjelloun qui, en 1934, alors qu'il était encore stagiaire, plaidait déjà

pour les patriotes marocains victimes de l'oppression étrangère.

Une force de police considérable a été mobilisée à l'intérieur et à l'extérieur du Palais de Justice à l'occasion de ce procès qui rappelait étrangement les procès faits par les autorités du Protectorat aux patriotes marocains...

Le Caïd des Ouled Saïd, qui a été qualifié par le Procureur du Roi lui-même de : « Caïd ignorant le droit », s'est introduit avec ses gardes armés à minuit chez des membres du P.D.I. qui discutaient tranquillement dans une pièce fermée autour d'une tasse de thé. Il a arrêté trois d'entre eux et, le lendemain, en a arrêté 37 et condamné, la nuit entre 19 et 23 heures à des peines allant de un mois à deux ans de prison, avec de fortes amendes.

Il a été révélé au cours du procès que deux de ces inculpés ont été maltraités ; que le Caïd et son adjoint collectent des sommes d'argent, tout comme le faisaient les caïds et pachas sous le Protectorat. À l'occasion des fêtes. Il a également été révélé et prouvé par des témoignages que le Caïd et surtout le cheikh des Ouled Saïd faisaient des pressions sur les membres du P.D.I. afin qu'ils abandonnent ce parti et s'inscrivent au parti de l'Istiqlal, dont le Caïd et son adjoint font partie. Les inculpés ont déclaré que le cheikh les a menacés de leur refuser les prêts agricoles et leur infliger des amendes sous les prétextes les plus divers, s'ils ne reniaient pas leur foi démocratique.

Le jugement du Caïd des Ouled Saïd est apparu aux yeux de tous comme un jugement nul, tant au point de vue de la forme que du fond. Des anciens ministres, MM. Boutaleb, Bensouda et Cherkaoui sont venus déposer dans ce procès et dire au Tribunal les services rendus par Ben Najah à la cause marocaine.

Samedi, tard dans la nuit, après

## Retrait de la Peseta en Zone Nord

Alors que la guerre d'Ifni bat son plein, les négociations qui étaient en cours entre le Gouvernement marocain et le Gouvernement espagnol, auraient abouti à des résultats concrets par le retrait de la peseta espagnole de la zone Nord. Ce retrait n'aurait lieu qu'en février prochain. L'annonce seule de cette opération monétaire a fait affluer aussi bien dans la zone Nord qu'à Tanger, de grandes quantités de pesetas, dont le cours a subi une hausse sensible dans la perspective d'une opération spéculative sur le franc marocain.

Nous n'avons cessé de soutenir que la création ou la perpétuation d'une zone monétaire indépendante au Maroc, en l'espèce de la zone de

plusieurs interventions de Maître Benjelloun, le réquisitoire et les plaidoiries des avocats, le Tribunal mit l'affaire en délibéré et ordonna la mise en liberté provisoire de tous les inculpés. Ce jugement a, naturellement, été entendu par tous les avocats, par les témoins et l'assistance nombreuse à l'audience.

Quelle ne fut pas la surprise des avocats et de l'opinion publique d'apprendre lundi matin que le jugement avait été modifié et qu'au lieu de mettre tous les inculpés en liberté provisoire, le Tribunal ne rendait la liberté qu'à 17 d'entre eux, et encore en les obligeant à présenter une caution de comparution !

Le Président du Tribunal affirmait avoir ordonné la mise en liberté provisoire pour 17 inculpés seulement, mais personne n'a entendu l'énumération obligatoire des noms de ces inculpés ! Personne encore. N'a entendu le Président dire que les inculpés devront donner caution ! Les avocats ont demandé au Tribunal de leur donner acte de la modification du jugement intervenu après son prononcé et sans que les débats aient été réouvés. C'est là un cas de cassation tout à fait caractérisé.

Mercredi matin, le Tribunal prononça son jugement, rejetant les exceptions d'incompétence présentées par la défense et confirmant en principe le jugement frappé d'appel tout en réduisant les peines de prison à 4 mois fermes ou à 4 mois avec sursis et à 2 mois 1/2, suivant les inculpés.

Les avocats n'ont pas manqué de relever d'autres cas de cassation, et particulier le fait que le Tribunal a tout simplement omis de statuer sur le sort de l'un des inculpés !

Nous reviendrons sur ce procès qui n'est pas terminé et nous publierons le texte de l'interview qui a été accordé par notre camarade Maître Abdelkader Benjelloun, ancien ministre des Finances, au journal « Er Rai El-Amm ».

## Retrait de la Peseta en Zone Nord

Tanger, était une menace perpétuelle contre le franc marocain. En effet, tant que cette place continuera à bénéficier d'un régime monétaire spécial, le franc marocain subira toujours les assauts des spéculateurs. La dépréciation du franc marocain est notoire : Elle suit celle du franc français.

Les ministres intéressés ont-ils prévu cette spéculation contre notre monnaie nationale en suite du retrait de la peseta en zone Nord ? L'opinion publique marocaine voudrait connaître les circonstances dans lesquelles a été négocié à Madrid le retrait de la peseta et les modalités et conditions sous lesquelles elle s'effectuera.

## Changement dans la Direction d'« Er Rai El Am »

Saluons, à cette occasion, le nouveau directeur de « Er Rai El-Amm » notre camarade Mustapha El Kasri, vieux militant du P.D.I. qui a, lui aussi, connu à maintes reprises le passage à tabac et les prisons colonialistes.

L'ancien directeur M. Mohamed El Amraoui a été obligé de quitter Casablanca pour raison de santé. Il a été nommé Juge au Tribunal Régional de Fès, sa ville natale et dont le climat lui est plus salubre.

## Démenti significatif

« Témoignage Chrétien » a publié dernièrement une interview de M. Mehdi Ben M'bark, dirigeant du parti de l'Istiqlal et président de l'Assemblée Consultative Marocaine, interview où il est question d'instaurer au Maroc une « Démocratie populaire ». Bien entendu, le dément

concernant la « Démocratie populaire » n'a pas tardé ! M. Ben M'bark aurait même, après son voyage en Allemagne de l'Ouest et de l'Est, comparu devant S.M. le Roi pour lui renouveler l'expression de sa « fidélité indéfectible »...